

Richard  
non reçu  
1979/83

16 JANV. 1984

O. R. S. T. O. M. Fonds Documentaire

N° : 84/87/04329 ext

Cote : B

# HISTOIRES DE RIZ, HISTOIRES D'IGNAME: LE CAS DE LA MOYENNE COTE D'IVOIRE

J. P. Chauveau, J. P. Dozon, J. Richard

(1251011)

## INTRODUCTION

Les études de cas ont été effectuées par les auteurs de cet article en pays malinke, guro, gbã (ou gagu) et bete à l'ouest du Bandama, baule à l'est. Ces études ne sont pas toujours exhaustives et homogènes eu égard au sujet du présent article, et, de plus, elles concernent essentiellement les parties forestière et préforestière de la vallée du Bandama.

Les réflexions qui vont suivre pourront peut-être servir à une formalisation plus précise et comparative en insistant précisément sur les raisons de la difficulté de généraliser en la matière.

### *Les contextes écologiques: un contact de deux provinces botaniques*

**La région centrale de la Côte d'Ivoire** Cette région, constituée par la zone médiane communément appelée 'V baule' et les zones bordant l'extrémité nord des deux branches de ce V, constitue à elle seule une unité bio-géographique indéniable : en nul lieu de l'Afrique de l'Ouest le secteur des savanes préforestières n'est aussi étendu que dans la région qui va de Katiola au nord à Singrobo au sud. Cette entité botanique occupe environ 25.000 Km<sup>2</sup> et s'introduit en coin entre les blocs forestiers de l'est et de l'ouest. La distribution générale de la végétation se calque sur le modelé: forêt-galerie dans le bas-fonds, savane plus ou moins boisée sur le versant, bouquet forestier sommital.

Les caractères généraux du climat sont relativement homogènes et dépendent de la situation géographique de ce pays entre une zone aux affinités équatoriales prépondérantes et une zone tropicale. C'est un climat équatorial de transition à deux saisons des pluies d'inégale importance, séparées par une petite période sèche de durée variable selon les années et les sous-régions.

Le substratum géologique est un granite précambrien traversé par de larges lambeaux de schistes du Nord-Nord-Est au Sud-Sud-Ouest, et par des pointements de roches vertes de même orientation. Nous avons ainsi un paysage de vaste plaine compartimentée par des alignements de collines.

Les sols dérivant des granites et des schistes sont des sols ferrallitiques cuirassés en sommet et sablo-argileux sur pente. Ceux provenant des roches vertes sont plus argileux, difficiles à travailler. Dans l'ensemble, ils sont d'assez bonne fertilité.

**La région ouest** La deuxième unité botanique correspond au domaine de la forêt dense humide semi-décidue indifférente à la topographie. Le climat est franchement subéquatorial avec deux saisons des pluies très marquées, une grande et une petite saisons sèches. Nous y retrouvons les principales roches du bouclier antécambrien (granites et schistes). Le relief est plat et monotone, parfois interrompu par quelques

O. R. S. T. O. M. Fonds Documentaire

N° : 4329 ext

Cote = B

ondulations et affleurements rocheux. Les sols y sont aussi de type ferrallitique de fertilité bonne à moyenne.

Enfin le contact entre ces deux grands ensembles végétaux n'est pas brutal, linéaire; il est au contraire tout en transition, 'ménagé' pourrait-on dire. La forêt s'effrite peu à peu dans le monde de la savane, et on a une interpénétration digitée des deux milieux. C'est un paysage typique de contact 'mosaïque'.

#### *Les sociétés étudiées et leurs aires de peuplement conventionnelles*

Comme son nom l'indique l'entité géobotanique du V baule correspond à l'implantation baule. Bete et Gbã occupent aussi une région naturelle au sens géographique du terme, une partie du centre-ouest forestier. Les Guro sont dans une position intermédiaire : leur peuplement s'étire le long de la frange forestière selon une direction nord-ouest/sud-est, dans une zone non homogène où s'opère le passage de la forêt dense aux savanes arborées, à travers un paysage composé de tous les aspects intermédiaires entre les deux milieux végétaux. Enfin, l'habitat malinke borde au nord celui des Guro. Les différents espaces occupés étant coalescents, des aires de 'contact' plus ou moins variées sont ainsi déterminées : par exemple les Gbã sont frontaliers avec les Guro, les Bete et les Baule, alors que les Malinke ne le sont qu'avec les Guro. Nous verrons par la suite l'importance que revêtant ces différentes situations.

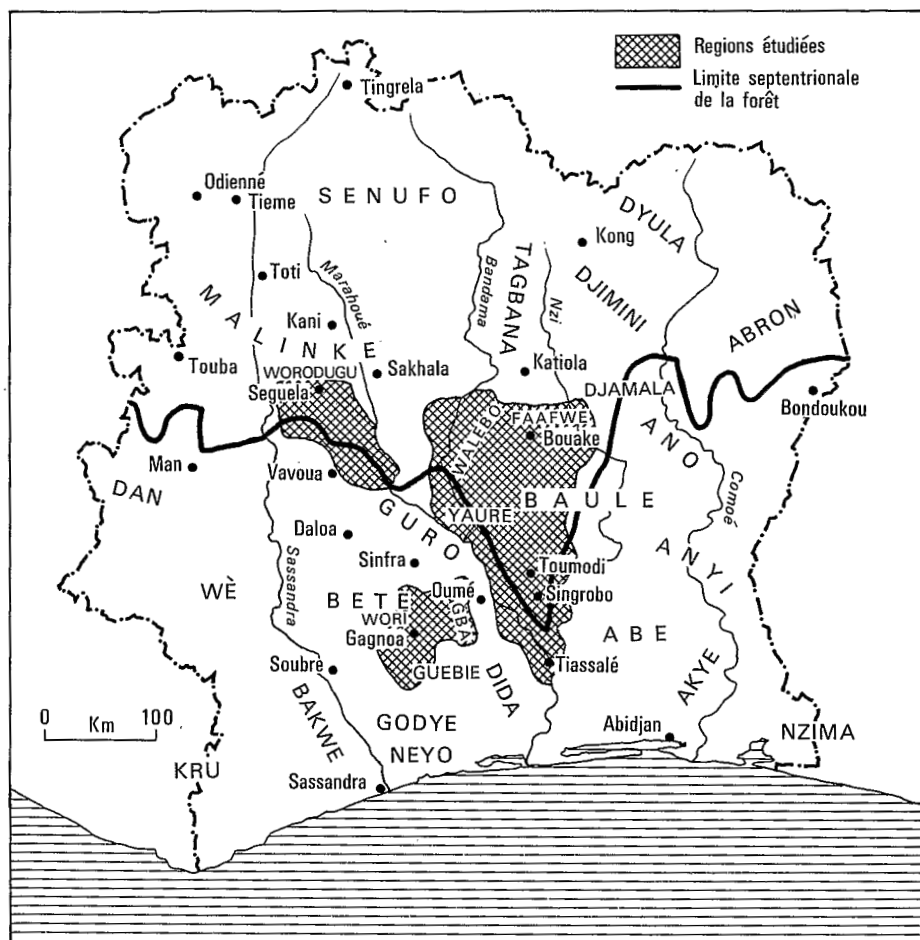
D'un point de vue culturel ces sociétés sont communément rattachées à trois grands groupes : Akan pour les Baule, Kru pour les Bete, Mande-sud pour les Gbã, Guro et Mande-nord pour les Malinke. Leur répartition en 'ethnies' relève avant tout d'un processus historique souvent récent, voire même contemporain pour certaines. C'est ainsi que les Bete et les Guro ne se sentent comme tels que depuis la colonisation qui, par souci d'efficacité, a figé des groupes en entités, d'abord sur ses propres critères d'organisation administrative et territoriale.

Nous verrons incidemment que l'histoire—autant que l'on puisse la reconstituer—de chacune de ces sociétés est faite de vagues de migrations, d'époques et d'amplitudes différentes, parfois aussi d'origines variées. Des mises en place complexes et une grande mobilité renvoient donc à des constructions sociales hétérogènes qui rendent difficile la référence à une entité ethnique.

#### *Les orientations problématiques*

Le Bandama, qui traverse en son milieu et du nord au sud la République de Côte d'Ivoire, est considéré comme la limite entre le domaine du riz (à l'ouest) et le domaine de l'igname (à l'est), (Portères 1951; Miège 1954; Schnell 1957). Cette frontière théorique se poursuit en zone de savane, ce qui exclut tout déterminisme géographique en matière de choix des cultures, cela malgré l'association par les botanistes du riz aux conditions géoclimatiques de la savane, et celle de l'igname au domaine forestier équatorial (Portères et Barrau 1980). Les domaines du riz et de l'igname traduiraient des causes humaines, correspondant à des civilisations différentes.

Si le riz constitue pour l'ethnobotaniste une originalité culturelle de l'Afrique (la reconnaissance de l'origine africaine de l'*Oryza glaberrima* est relativement récente: Portères 1935; Portères et Barrau 1980 : 739), l'igname a pour elle de servir de support alimentaire à une "civilisation" beaucoup plus prestigieuse qui, de la Côte d'Ivoire au Cameroun, engloba des états prospères (Ashanti, Benin, Yoruba, etc . . .), au même



La Côte d'Ivoire

titre que, au nord, la "zone du mil" (Schnell 1957 : 70)<sup>1</sup>. Le pays baule est précisément, sur la rive orientale du Bandama, l'ultime branche occidentale de l'ensemble akan. A l'ouest, existaient des peuples sans institutions politiques comparables à certaines chefferies du baule, à plus forte raison à la structure confédérale des *oman* akan. La 'civilisation du riz' se distinguerait de la 'civilisation de l'igname' en ce que cette dernière s'associerait à des économies 'ouvertes' et à des institutions politiques fortes, utilisant précisément la 'fête des ignames' comme instrument de contrôle social (par exemple l'*odwira* ashanti). Bien entendu, de nombreux autres facteurs déterminants entrent en ligne de compte dans la relation entre 'types de civilisation' et bases agricoles de la société : les nécessités 'fonctionnelles' de l'agriculture, par opposition à la cueillette et la chasse, et le degré des forces productives mises en oeuvre (Meillassoux 1964), les échanges à longue-distance et l'habitat (Forde 1970; Morton-Williams 1969; Maquet 1962). Si bien que la considération des bases sociales et politiques de la diffusion des cultures complique quelque peu le débat.

La théorie diffusionniste stricte est insuffisante pour rendre compte de ces relations complexes. Le système cultural renvoie beaucoup plus à une histoire économique globale et fluctuante (Hopkins 1973 : 29 ss) tenant compte à la fois de la division sociale du travail et des facteurs limitant ou, au contraire, favorisant l'adoption de nouvelles cultures, donc de nouveaux procès de travail, de stockage et de redistribution. Chaque type de culture possède en effet sa propre détermination technique ayant des implications sociales précises (Bernardet 1980).

En outre, il est impossible—et c'est là une des faiblesses d'une typologie comme celle qui oppose riziculteurs et cultivateurs d'ignames—de ne pas considérer le *système* agricole dans son ensemble. L'existence de cultures aussi importantes que le manioc, la banane plantain, et le maïs, par exemple, produit des effets considérables sur la répartition sociale du travail, effets d'autant plus difficiles à cerner que la constitution historique du système cultural est impossible à appréhender à partir du seul 'présent ethnographique'. La colonisation et l'extension de l'économie caféière et cacaoyère ont été en effet des agents de transformations profondes. Ici encore, les études de cas montrent que ces transformations peuvent être complexes et ne se réduisent pas à la seule action contraignante de l'état colonial ou post-colonial, bien que leurs conséquences puissent être primordiales sur la qualité et le niveau alimentaire des populations, inférieurs actuellement à ce qu'ils étaient auparavant (Schnell 1957).

Notre propos ne visera pas à résoudre cet ensemble de questions, mais, sous une forme davantage interrogative et provisoire, à les examiner dans leur complexité à partir d'observations et d'informations relatives à cette 'barrière stratégique' que constituerait la vallée du Bandama. Si la problématique mettant l'accent sur le déterminisme géographique n'est plus guère défendue, reste à considérer de près le déterminisme 'culturel'. Ce dernier peut introduire deux biais possibles : la non-considération de l'historicité du système agricole précolonial d'une part, et d'autre part sa reconstitution à partir de la situation contemporaine sans égard aux stratégies endogènes développées par les sociétés locales à partir du début de siècle.

Nous distinguerons assez arbitrairement trois phases qui se caractérisent plus par des problèmes de méthode et d'interprétation du point de vue des différents auteurs de l'article, que par des 'ruptures' radicales qui auraient réellement affecté les sociétés directement concernées. Dans une première partie, nous tenterons de reconstituer le paysage agricole à l'époque immédiatement précoloniale, en insistant sur les problèmes d'interprétation que suscitent les formations sociales spécifiques. Il s'agira de confronter avec prudence les informations tirées des traditions orales et des documents coloniaux de l'époque : dans les deux cas les groupes en cause élaborent des représentations qui médiatisent la réalité 'vraie' de la période, mais apportent quelque lumière sur la situation agricole de ces régions à une époque plus reculée dont nous laissons l'étude aux spécialistes. Dans une deuxième partie, nous tenterons de synthétiser les transformations advenues avec la colonisation. La question de méthode est double, ici encore. D'une part rendre compte des changements sans tomber dans une conception dualiste et ethnocentrique des rapports entre le colonisateur et les sociétés colonisées par la seule référence aux documents et aux projets officiels. D'autre part, ne pas oublier que l'intervention étatique peut être plus opérante dans ses conséquences inintentionnelles que dans les effets intentionnels explicites.

Nous terminerons par des considérations sur la politique d'intervention différentielle de l'état contemporain sur la production régionale de l'igname et du riz.

Cette céréale a fait l'objet en effet, d'une opération de développement sectoriel caractéristique de l'orientation de la politique alimentaire.

L'AGRICULTURE PRECOLONIALE:  
POSSIBILITES ET LIMITES DE SA RECONSTRUCTION

*Bete et Gbã: un modèle d'agriculture archaïque?*

Ces deux populations sont géographiquement voisines. La première est l'une des trois fractions du pays ou de l'ethnie bete, celle occupant sa partie orientale nommée communément bete de Gagnoa<sup>2</sup>; elle s'étend sur 5000 Km<sup>2</sup>, peuplée aujourd'hui d'environ 150.000 ruraux. Cette estimation tient compte aussi bien des autochtones que des allochtones (ensemble diversifié d'étrangers à la région, principalement des Dyula, des Baule et des Voltaïques qui s'y sont progressivement installés depuis la colonisation et le développement de l'économie de plantation); grossièrement ces deux groupes sont au niveau démographique actuellement équivalents. La seconde, située au nord-est de Gagnoa, constitue une ethnie à part entière, les Gbã, entité de faible importance comparée aux Bete ou aux Baule; elle compte une vingtaine de milliers d'invidus et occupe un territoire évalué à 1000 Km<sup>2</sup>; ce territoire est au centre d'un triangle formé par les villes de Gagnoa, Sinfra et Oumé; à l'instar de leurs voisins bete, les Gbã ont connu une forte immigration de Dyula, de Baule et de Voltaïques attirés par les possibilités d'exploitation des cultures pérennes.

En première analyse, lorsqu'on les interroge sur leur passé précolonial, les Bete de Gagnoa et les Gbã mentionnent spontanément deux produits : les premiers, le couple taro (*Xanthosoma sagittifolium*)-haricot (*Vigna spp.*), les seconds, le couple taro-banane (*Musa paradisiaca*). On est donc fort loin de l'image stéréotypée du riziculteur de l'ouest forestier, telle qu'elle se laisse aisément dessiner aujourd'hui. L'antithèse se renforce d'autant plus que d'une part elle tranche radicalement avec les potentialités agricoles décrites plus haut, et que d'autre part, cette proto-agriculture exige fort peu d'investissement en travail. Mieux encore, étant donné l'importance de la division sexuelle du travail, la notion d'agriculteur ou de paysan à la limite disparaît, puisque l'essentiel des actes cultureux (mis à part le défrichement de la forêt) était accompli par les femmes. Ceci corrobore les données par ailleurs connues sur les sociétés précoloniales bete et gbã, à savoir que les hommes étaient essentiellement chasseurs et guerriers. Le caractère rudimentaire de la vie matérielle pouvait donc s'expliquer par la domination des activités masculines; aussi le faible développement des forces productives ou la carence d'une diversification vivrière peut être renvoyée à une sorte de déterminisme culturel; car le rapport agriculture féminine/pratiques masculines semblait trouver son ultime raison dans l'organisation de l'ordre symbolique ou institutionnel; la domination en effet des activités cynégétiques et guerrières (toutes deux étaient des activités collectives) paraissait résider dans le fait qu'elles étaient organiquement liées à la structure lignagère et villageoise de la société précoloniale : sans entrer dans le détail, le patrilignage était un groupe en corps (*corporate group*) possédant un grand filet de chasse, et conjuguant ses activités collectives avec des groupements du même type, au sein de l'unité résidentielle (Chauveau, Richard, à paraître; Dozon à paraître); suivant un modèle que nous inspire M. Sahlins (1972), on peut affirmer, au moins à ce premier niveau d'analyse, que la production vivrière était

en réalité fonction d'un schème culturel, dont le propre consistait précisément à viser sa propre reproduction.

Toutefois, on ne saurait aller plus loin dans cette voie, car en contrepoint de cette première référence précoloniale, on dispose d'un second savoir, celui laissé par les colonisateurs, notamment par les administrateurs civils et militaires, dans le courant ou au lendemain de la conquête. Ce 'savoir' laissé par les colonisateurs est intéressant à plus d'un titre. En premier lieu, il nous paraît relativement fiable dans la mesure où, d'une part, il correspondait à des préoccupations pratiques, principalement celle de fournir la subsistance nécessaire à l'entretien des troupes coloniales, d'autre part à un souci d'inventaire pour une future 'mise en valeur'. En second lieu, cette pragmatique des conquérants les a conduit à présenter un tableau de la région 'pacifiée', en l'occurrence la région de Gagnoa et le pays gbã, d'une manière diversifiée ou hétérogène. Plus exactement, alors que les populations de ces deux zones géographiques voisines appartiennent en principe à deux univers ethniques distincts, la description immédiate qu'ils ont présentée de leur vie matérielle brise ces références pour n'offrir qu'une simple opposition entre groupes 'riches' et 'pauvres' (c.a.d. entre ceux offrant une diversification et une relative abondance vivrière, et ceux qui visiblement se contentent d'une proto-agriculture proche d'une économie de cueillette). Or, à suivre leur distinction, les Bete de l'est et du nord-est frontaliers avec les Gbã étaient beaucoup plus proches de ces derniers ('pauvres' en l'occurrence) que ceux de l'ouest ou du sud. Cette perception, bien que chargée de jugements de valeur, met en évidence des problèmes qui, à notre sens, sont tout à fait pertinents; à savoir, que l'on ne peut reconstruire l'univers précolonial, du moins celui du centre-ouest, à partir du découpage ethnique actuel; nous montrerons incidemment que ce découpage doit sans nul doute être abandonné au profit d'unités territoriales plus restreintes (communément appelées tribus), et que la démarche la plus opératoire consiste à repérer les relations de tous ordres entre ces unités, plutôt que de se référer à des cadres ethniques qui sont pour une large part une construction coloniale. A cet égard, le panorama des cultures vivrières présentées par les nouveaux occupants constitue un bon 'analyseur' car les Bete de l'est, du nord-est, et les Gbã, outre l'aspect rudimentaire de leur vie matérielle à la veille de la colonisation, ont en commun une institution, les matriclans, qui infléchit leur organisation sociale en un système bilinéaire (alors que les Bete de l'ouest et du sud sont uniquement patrilinéaires). On se propose donc de confronter ce référent 'indigène' à l'inventaire des premiers colonisateurs; nous verrons que cet inventaire tranche très nettement avec le premier modèle (bete et gbã riziculteurs) et que selon les situations il infirme ou corrobore le second (agriculture rudimentaire). Pour ce faire, on reprendra, pour faciliter l'exposition, le langage ethnique (région bete de Gagnoa d'une part, pays gbã d'autre part), puisque c'est lui qui a déterminé à l'origine le travail monographique des auteurs.

\*                     \*                     \*

Dans le tableau colonial (Noiré et Bourcelot 1913-1914, Anonyme 1911-1914) des produits vivriers cultivés dans la partie orientale du pays bete, le taro est effectivement mentionné (le haricot ne figure apparemment pas) mais s'y ajoute un éventail tout à fait diversifié d'autres denrées : dans l'ordre, le maïs, la banane plantain, le riz, et même l'igname; avec en outre de nombreux kolatiers et palmiers (palmiers plus exploités

pour leur sève que pour leur huile) ainsi que du tabac et du coton. Par ailleurs figure un cheptel non négligeable de bovins, de caprins et d'ovins.

Avant d'examiner le contenu de cette diversification, il convient de s'interroger sur la contradiction, sur le hiatus entre le paradigme restitué par les intéressés et l'inventaire réalisé par les colonisateurs autour des années 1912-1915. En premier lieu, il est incontestable qu'en nommant le haricot et le taro, les informateurs fournissent un modèle valorisé; on s'en rend assez bien compte aujourd'hui, puisque, denrée désormais rarissime, le plat de taro n'est préparé qu'à l'occasion de circonstances exceptionnelles (quant au haricot il semble avoir quasiment disparu); précisons que si on le leur suggère, les Bete confirment la présence du maïs, de la banane, du riz, etc . . . Mais tout se passe comme si ces dernières cultures, malgré leur importance dans l'alimentation (du moins à la veille de la colonisation), étaient perçues ou représentées d'une manière distincte des deux premières, comme si elles réfèrent à un univers traditionnel ou autochtone; c'est pourquoi on peut poser comme hypothèse que le doublet 'taro-haricot' désigne quelque chose comme un modèle archaïque; modèle que l'on ne peut, du moins jusqu'à plus ample information, dater en tant que tel, mais qui, au niveau des représentations, traduit l'exigence d'une référence première. Dans cette perspective on voit assez bien comment une agriculture rudimentaire devient, au fil du temps, une simple idée; mais du même coup on perçoit également comment sa valorisation biffe tout contenu historique et, par une sorte d'effet mythique, rend secondaire l'émergence ou la diffusion de cultures vivrières autres.

Laissons pour le moment cet aspect des choses pour examiner un peu mieux le tableau de diversification vivrière présenté par les colonisateurs. L'intérêt de ce tableau ne réside pas dans le démenti qu'il offre du référent archaïque, mais grâce à quelques données indicatives il invite à considérer et à analyser la région de Gagnoa comme un ensemble hétérogène ou différencié. Il révèle en effet une double disparité : d'une part une sorte de hiérarchie entre les cultures identifiées, d'autre part une nette différenciation entre les divers groupes tribaux qui composent la région. Ainsi, à la veille de la colonisation, le maïs était généralisé à l'ensemble de la zone, mais inégalement réparti; les bananeraies semblaient assez nombreuses et le taro était partout présent; par ailleurs, le coton était cultivé, pour reprendre les termes de l'un des compte rendus : 'régulièrement, mais en petite quantité, juste pour le tissage'. En ce qui concerne le riz, l'igname et le tabac, le constat est singulièrement plus nuancé; à l'inverse du maïs, le riz n'était cultivé que par certains groupes alors que d'autres, pourtant voisins, le méconnaissaient totalement; il s'agissait, pour les premiers, des groupes situés à l'ouest, au nord-ouest et au sud, et, pour les seconds, des groupes occupant l'est et le nord-est de la région de Gagnoa. Précisons à cet égard que la tradition orale corrobore ce découpage mais en ajoutant un élément supplémentaire; dans l'un des groupes enquêtés, on confirme la présence du riz avant la colonisation mais on ajoute immédiatement que cette céréale était récente, à savoir qu'elle remontait très probablement à la deuxième moitié du XIX<sup>ème</sup> siècle et qu'elle s'est diffusée à partir de l'ouest du pays. La production de tabac semblait suivre à peu près la même ligne de partage, étant principalement le fait des populations situées à l'ouest et au sud. A propos de l'igname les choses sont beaucoup plus floues; les rapports signalent que seules certaines tribus cultivaient cette tubercule, sans en préciser la localisation géographique. D'une façon générale, les observations des administrateurs

concluent sur l'inégal développement de bases matérielles dans la région de Gagnoa; grossièrement les groupes de l'ouest (englobant aussi bien ceux du nord que du sud-ouest) leur paraissaient vivre aisément (diversification vivrière) alors que ceux de l'est et du nord-est leur donnaient l'impression d'une relative pauvreté.

Ces quelques points, bien que purement indicatifs, sont fort intéressants car ils invitent à reconsidérer l'angle d'attaque de l'univers précolonial en brisant le référent archaïque comme du reste le modèle actuel ('la riziculture bete'), et posent notamment le problème de la diffusion des cultures vivrières. Nous ne prétendons pas apporter de véritables éléments de réponse : simplement souligner que l'ouest et le sud-ouest ivoirien étaient depuis le 15<sup>ème</sup> siècle en contact avec le monde occidental, d'abord avec les Portugais qui créèrent sur la côte des comptoirs de commerce, ensuite avec les Anglais; il est possible par conséquent qu'en instaurant des réseaux d'échanges avec les populations côtières, les commerçants européens simultanément introduisirent certains produits vivriers, tels le maïs et le riz; on ne peut exclure toutefois un second courant de diffusion, car outre les réseaux d'échanges avec le sud, l'ouest ivoirien et notamment la région de Gagnoa étaient en relation avec les peuples de la savane (notamment les Malinke); les contacts étaient souvent indirects; ils passaient par des intermédiaires ou plus exactement par des populations tels les Guro qui organisaient sur leur sol ou à la périphérie des marchés locaux (l'ouest ivoirien était, pour le nord, une zone importante de production de kola; et en contrepartie de cette production, les groupes forestiers obtenaient des tiges de fer (*sompe*) malinke (Wondji, 1972) qui jouaient un rôle éminent dans les échanges internes). Mais, au delà de cette hypothèse diffusionniste, l'inventaire des administrateurs met en évidence un point essentiel : le caractère hétérogène ou différencié de la région de Gagnoa à la veille de la colonisation.

Bien que les données fournies manquent de précision, les lignes de partage recoupent les délimitations tribales, ou les délimitations entre grands ensembles tribaux. A cet égard, il convient d'apporter quelques précisions d'ordre ethnologique; en effet, si les unités résidentielles et leur patrilignages formaient les institutions de base de l'univers précolonial, celles-ci se distribuaient à l'intérieur d'ensembles cohérents, que l'on nomme faute de mieux tribus. Ces tribus (de taille variable, allant de quelques unités résidentielles jusqu'à plusieurs dizaines) ne constituaient pas en tant que telles une structure supérieure, qui viendrait coiffer les groupes villageois (absence notoire de chefferie). Il s'agit en fait 'd'espaces partagés'<sup>3</sup>, c'est-à-dire de configurations sociales occupant un territoire et tissant entre les unités villageoises d'étroites relations (et particulièrement des relations matrimoniales et guerrières). A cela il faut ajouter que ces tribus étaient régies par une sorte de logique résidentielle dont la forme générale relève du modèle segmentaire; ainsi chaque tribu est issue d'un premier site résidentiel; à partir de cet habitat inaugural, des segments ont essaimé (conquérant ainsi l'espace environnant) puis ces segments fondèrent de nouvelles résidences, lesquelles à leur tour éclatèrent pour créer à terme une multiplicité d'habitats (Horton 1971; Dozon à paraître).

Leur caractère autonome n'implique pas que ces espaces partagés étaient coupés de l'extérieur ou évoluaient d'une manière autarcique. Toute une série d'échanges intertribaux régulaient la dynamique de chacun; on notera tout particulièrement un réseau d'échanges portant sur ce qu'on appelle communément des manilles (qui jouaient un rôle très important dans la composition de la dot), sur les fusils et la poudre (introduits, semble-t-il, par les Anglais à partir du 18<sup>ème</sup> siècle) que les populations locales



troquaient essentiellement contre des captifs de guerre; par ailleurs, comme il a été déjà signalé, l'existence des marchés du 'contact forêt-savane' suscita des circuits d'échanges avec les groupes tribaux de la région de Gagnoa, qui troquaient de la kola ainsi que du bétail contre des *sompe*. Point important : ces échanges inter-tribaux, articulés aux grands circuits méridionaux et septentrionaux, semblèrent engendrer au sein de la région de Gagnoa une véritable spécialisation tribale; à cet égard, les administrateurs ont ainsi noté que le 'groupe Ndri (situé au nord-ouest de Gagnoa) a le monopole pour le secteur de l'introduction des *sompe*, et la tribu Guebie (située au sud-est) concentre les captifs' (Noiré et Bourcelot 1913-1914), et sert en quelque sorte de transitaire entre le centre-ouest et les populations de sud (Godie, Noyo etc . . .).

Ces quelques données ne nous permettent bien sûr pas de faire correspondre terme à terme le problème des échanges et celui des cultures vivrières (d'autant que, mise à part la kola, et le bétail, nous ne savons pas si des produits vivriers faisaient eux-mêmes l'objet d'échanges entre groupes). Toutefois elles confirment le caractère nettement hétérogène de la région de Gagnoa en mettant l'accent sur certaines formes de spécialisation. Dans cette perspective ne faut-il pas reconsidérer le déterminisme culturel envisagé précédemment, ou plus exactement la manière d'appréhender le monde pré-colonial comme s'il s'agissait d'un sujet, en l'occurrence l'ethnie *bete*, qui, par delà les accidents de l'histoire, se reproduirait éternellement à l'identique. Les quelques rudiments d'analyse relatives aux cultures vivrières invitent à se démarquer d'une approche unitaire et à tenter d'analyser le monde précolonial sous un angle pluraliste.

Cette démarche nous paraît d'autant mieux fondée qu'outre cette question des vivriers, d'autres données abondent en ce sens. Brièvement, nous devons mentionner que l'ethnonyme *bete*, terme qui aujourd'hui désigne sans ambiguïté les originaires du pays grossièrement compris entre les villes de Daloa, Gagnoa et Soubre, au dire des informateurs était méconnue des autochtones de la région de Gagnoa à l'époque précoloniale, et que cette appellation ne s'est généralisée que par l'émergence d'un pays dont les contours ont été dessinés par les axes routiers qui joignaient les pôles urbains précités, et dont le contenu proprement ethnique s'est progressivement développé par tout un faisceau de déterminations (essentiellement socio-économique et politique de sorte que les seules références ethnonymiques en usage étaient celles des tribus). Par ailleurs, l'histoire locale du peuplement montre que les différents groupes occupant la région de Gagnoa proviennent d'horizons très divers : certains sont issus de sud-ouest, d'autres du sud-est et de l'est, d'autres encore du nord (tout ceci à des époques différentes, l'histoire du peuplement étant un phénomène continu et non simplement un fait inaugural). Il faut en outre souligner que l'univers précolonial n'était pas un univers figé : les déplacements résidentiels, les segmentations, les 'conquêtes' territoriales en modifiaient sans cesse le paysage; à ces mouvements s'ajoutaient des apports nouveaux de populations, mais aussi se retranchaient des départs vers d'autres contrées. On notera à cet égard que des groupes aujourd'hui ethniquement différenciés semblent avoir connu à une époque reculée des cheminements communs. Pour autant, on ne peut prétendre que les groupes en question, les tribus, formaient en quelque sorte des réalités *sui generis*, étrangères l'une à l'autre, et ayant chacune leur propre structure sociale.

Du point de vue de l'ordre symbolique, ces groupes sont similaires (encore que l'on note ici et là de notables différences; par exemple ceux du nord et de l'est s'approchent,

comme nous l'avons indiqué plus haut, d'un système bilinéaire) et il est par conséquent légitime de leur appliquer une analyse unitaire. Toutefois, le schème socio-culturel qui s'en dégage ne renvoie pas à un sujet pré-donné, à une substance immuable (l'ethnie *bete*); il est au contraire pris dans la mouvance d'une *praxis* (mouvement migratoire, logique et mobilité résidentielle) dont le contenu n'est pas a priori déterminable; plus exactement entre ce schème et cette *praxis* il n'existe pas de lien nécessaire de détermination. Ainsi la patrilinéarité, la segmentarité, la chasse collective et la guerre (constituant l'armature de ce schème socio-culturel) ne sont pas en eux-mêmes voués à sauvegarder et à pérenniser un modèle rudimentaire d'agriculture (taro-haricot). Ces différents éléments peuvent au contraire accueillir et se conjuguer localement avec une diversification agricole, avec un développement des échanges, conférant ainsi aux différents groupes des rôles de spécialisation à l'intérieur d'ensembles économiques où sont en fait intégrées plusieurs configurations ethniques.

Dans cette perspective, il reste à soulever un dernier point. Malgré cette diversification vivrière, les phénomènes d'hétérogénéité et de spécialisation tribales un modèle reste semble-t-il inaltéré : celui de la domination de la chasse et parallèlement de la guerre. Or, comme nous l'avons indiqué précédemment, ce modèle prend toute sa mesure lorsqu'on le confronte à une agriculture effectivement rudimentaire, celle du taro et du haricot. Mais, dès lors qu'intervinrent d'autres denrées (riz, maïs, banane, igname) on peut s'interroger sur sa validité, c'est-à-dire sur le rapport qui soumet le travail de la terre aux activités cynégétiques et guerrière. En effet, au regard des informations que nous avons pu réunir sur le système de production à la veille de la colonisation, la division sexuelle qui, selon le référent archaïque, partageait très nettement les activités masculines et féminines (agriculture féminine, chasse et guerre masculines) doit être corrigée. Car les hommes participaient d'une manière non négligeable aux procès de productions du riz, du maïs, du coton, notamment au niveau de l'entretien des parcelles et de la récolte du produit. Nous ne prétendons aucunement que par cette incursion masculine dans le domaine agricole le modèle s'en trouvait radicalement modifié, d'autant que la guerre a très probablement suivi une courbe inflationniste durant le 19<sup>ème</sup> siècle grâce aux débouchés des captifs (lesquels permettaient l'acquisition des fusils). Il nous semble simplement que de telles difficultés analytiques posent en fait des problèmes de méthode. Faute de les avoir encore résolus, on se contentera d'indiquer ceci : le dépassement des difficultés exige à notre sens l'abandon, au moins provisoire, d'un point de vue unitaire ou holiste, c'est-à-dire la mise entre parenthèse de l'objet pré-donné, en l'occurrence la fraction orientale du pays *bete*; car à suivre aveuglément ce point de vue, l'on est trop souvent induit à élaborer un modèle représentatif qui n'est autre que l'image moyenne de l'unité présumée (le lignage, le village, la tribu), et à s'enfermer donc dans le carcan d'un schème formel et du même coup à exclure ou à rendre insignifiants des faits ou des contenus qui ne lui sont pas adéquats.

Ces quelques indications sur la production vivrière dans la région de Gagnoa ont montré qu'en prenant véritablement en compte les différences locales on parvient à poser des problèmes d'ordre historique, et à aborder les faits économiques autrement que par la vision trop répandue du modèle de 'l'auto-subsistance' ou de l'archaïsme.

\* \* \*

Du point de vue de l'histoire, une tradition anthropologique et populaire voudrait que

les Gbã représentent un peuplement résiduel très ancien présentant des caractères pygmoïdes. Premiers occupants de l'ouest forestier ivoirien ils seraient de nos jours dans une position refuge, repoussés par les grands ensembles voisins : Bete à l'ouest, Guro au nord, Baule à l'est (Tauxier 1924). Cependant, les traditions d'origine, les analyses linguistiques et certains traits de l'organisation sociale donnent l'image contrastée d'un groupe dont la constitution est le résultat de déplacements et de contacts complexes. Rappelons par exemple que si leur langue, mande, les rapproche des Guro, ils possèdent en commun avec les bete orientaux et également avec les Dida voisins, l'institution de matriclans<sup>4</sup>. D'une certaine manière, et à l'inverse du cas précédent qui a le mérite de décrire une situation diversifiée, les premiers rapports militaires mettent tous l'accent sur l'extrême pauvreté du pays gbã (Anonyme 1913-1914). S'il est fait état de temps à autre de la présence de quelques champs, les cultures portées ne sont guère précisées. L'image fournie par ces rapports corrobore le caractère rudimentaire d'une proto-agriculture suggérée spontanément par les intéressés eux-mêmes : c'est le couple banane-taro qui s'inscrit à priori dans le paysage, disséminé dans la forêt et objet de peu de soins. Les rares fois où les besoins en subsistance des troupes coloniales se trouvent satisfaits consistent en razzias de cheptel bovin, jamais en prises de denrées vivrières.

Il faut rappeler, en une brève parenthèse, que le pays gbã dont il est question est un territoire très petit (1000 Km<sup>2</sup>) et par là on ne peut exiger du regard du colonisateur l'acuité qui lui a fait distinguer, chez les voisins Bete, Guro et Baule aux territoires plus vastes, une grande diversité de paysages agraires. Toutefois, on peut élargir ce regard si on y intègre certaines fractions de ces populations voisines (notamment les Bete du nord et du nord-est de la région de Gagnoa, et la partie méridionale des Guro) qui ont les mêmes signes apparents de pauvreté. On a d'ailleurs vu précédemment comment le peuplement bete contigu aux Gbã a été perçu avec les mêmes caractères négatifs.

En ce sens ce savoir colonial nous restitue, une fois que l'on a dépassé les frontières ethniques, un ensemble cohérent d'une partie du centre-ouest ivoirien qui présente concrètement des caractéristiques singulières. Mieux encore, plutôt que de rendre compte du faible développement des forces productives et du caractère rudimentaire de l'agriculture par des références à des schémas ethniques ou culturels, il est sans doute préférable de l'expliquer par la position qu'occupent ces différents groupes dans le contexte économique et marchand précolonial.

Avant de s'attaquer à ces contrées, les colonnes conquérantes ont préalablement parcouru des espaces animés par d'intenses courants d'échanges : région soudanienne, mais aussi pays guro siège d'un actif commerce induit par la demande sahélienne en noix de kola, région baule où une paysannerie 'laborieuse' est incluse dans des transactions marchandes complexes qui font intervenir l'or, et enfin région des Bete de l'ouest aux vergers kolatiers et aux greniers bien remplis. Les premiers carnets de route n'ont de cesse d'insister sur le contraste entre cet environnement "riche" et le nouvel espace abordé qui est le monde de l'indigence.

L'activité essentielle des Gbã semble bien avoir été la chasse (comme le constateront les premiers colonisateurs) sous toutes ses formes, collective et individuelle, qui faisaient intervenir différentes techniques allant du maniement de filets au piégeage, en passant par l'utilisation d'armes à feu. Ces diverses formes d'activités cynégétiques devaient être suffisamment importantes pour qu'une espèce de spécialisation ait été

reconnue par certains voisins, entre autres les Baule. Ces derniers n'hésitaient pas à faire appel à des chasseurs gbã pour s'attaquer aux gros animaux (buffles et éléphants). Ainsi, ils passaient de village en village en louant leurs services et certains ont même pu se fixer à l'extérieur : on retrouve ainsi en pays baule quelques établissements humains fondés par ces chasseurs. La chasse était donc plus qu'un phénomène social et qu'une activité ludique. Elle pouvait être source de profit et l'existence d'un commerce de l'ivoire en direction de la Côte n'était pas étrangère à cet aspect des choses.

Après la chasse, la seconde activité la plus citée est le tissage d'un coton produit sur place et avec cette occupation commence à s'estomper l'image d'une économie prédatrice. Tout homme savait manier un métier à tisser au moins pour confectionner les pagens ordinaires blancs, et quelques uns pour la fabrication de pagens de prestige teints à l'indigo. Cet artisanat était d'ailleurs à l'origine de deux matières d'exportation et d'échanges : le produit fini lui-même et la matière tinctoriale.

Par le biais de cette occupation, nous allons pouvoir examiner maintenant les productions vivrières, la pratique de la complantation de plusieurs variétés végétales sur une parcelle défrichée étant la règle (les associations culturales assurant un gain de place et une économie de temps de travail). Spontanément deux cultures sont désignées comme on l'a dit plus haut : dans l'ordre, le bananier et le taro. La première était plantée en grand nombre dans les champs de coton où elle demeurait seule en place après la récolte de la fibre; le second était plutôt une 'culture de case' auréolant les zones enrichies par les déchets domestiques. Ils constituaient la base de l'alimentation courante bien que le taro semble avoir occupé une place particulière dans les rites cérémoniels.

De prime abord cet attirail vivrier s'avère donc pauvre : la céréaliculture et l'igname, denrées principales des tout proches Guro et Baule n'y trouvent pas place, bien que connues à cette époque. Une analyse linguistique des termes de désignation de ces productions qui sont des emprunts aux groupes voisins semblent corroborer cette première image du paysage agricole. Mais ce dernier apparaît très vite comme expression d'une sorte d'écotype culturel qui ne tiendrait plus compte des réseaux de relation. Or l'analyse de ceux-ci permet de dépasser ce couple originel—banane/taro—satisfaisant dans la mesure où il "colle" aux contraintes habituellement attribuées en milieu forestier. A travers la découverte d'un système de causalité déterminé par des contacts périphériques le pays gbã se trouve inclu dans une sorte d'espace régional qui n'est pas nécessairement contraignant dans ses effets sur les productions mais qui peut néanmoins les influencer. C'est alors que banane et taro n'occupent plus qu'une place privilégiée dans l'échelle des productions vivrières. Sur les franges de la région guro, le riz était cultivé, sur celles de la zone bete le maïs, vers le Bandama l'igname.

Nous avons donc une agriculture diversifiée à laquelle s'ajoutait des activités d'élevage non négligeables (bovins entre autre). Toutefois, ces cultures vivrières venant en complément de la banane et du taro ne faisaient pas l'objet d'échanges et peut-être est-ce une des raisons de leur 'oubli' à côté du couple valorisé. La production agricole des denrées alimentaires était stictement adaptée aux besoins de la reproduction sociale. Cela était dû à la faiblesse de l'appel du marché, ce dernier n'étant constitué que par des petits cercles de transactions de village à village, qui se calquaient sur des relations de coexistence. Finalement cette situation semble bien avoir été déterminée par le fait qu'au regard des grands circuits commerciaux évoqués précédemment

cette région était dans une position de confins. N'étant pas elle-même un relais ou un intervenant, on peut faire l'hypothèse qu'une plus grande diffusion des activités agricoles n'avait pu réellement prendre corps.

Cependant cette zone n'était pas pour autant un espace autarcique et "autosubsistant". Les principaux instruments d'échange mis en circulation par les grands systèmes de distribution n'étaient pas inconnus et pouvaient même être utilisés comme tels mais dans les transactions périphériques de faible amplitude.

*Guro et Malinke du contact forêt-savane: un modèle d'économies paysannes complémentaires?*

Cette zone du contact forêt-savane se double ici d'un véritable contact culturel entre les Guro qui se répartissent indifféremment entre la forêt et la savane, et une avancée méridionale de populations malinke. Ce contact s'est réalisé jusqu'à une époque relativement récente à travers de nombreuses migrations.

En ce qui concerne les Guro, C. Meillassoux (1964), après avoir déduit d'un habitat forestier une protection vis-à-vis de l'histoire politique et militaire des peuples soudanais avant la conquête coloniale, distingue trois vagues migratoires à l'origine de l'implantation guro. Un premier courant important semblerait être venu de l'actuel pays bete de la forêt méridionale. Un autre courant de migration serait d'origine Malinke, donc en provenance des savanes septentrionales. Et enfin une troisième vague viendrait de l'actuel pays baule. L'enquête plus historique menée sur cette population par A. Deluz (1970), à partir du recueil des traditions d'origine des villages, conclut à une origine purement 'nordique' écologiquement parlant, c'est-à-dire non forestière du groupe. Ce dernier aurait 'pérégriné' des confins guinéens vers les régions de Touba Odienne (nord-ouest ivoirien) puis chassé par une vague mande, il aurait occupé son aire d'extension actuelle (mi-forêt mi-savane); mais, entretemps, il s'était déployé dans la région de Bouaké (située dans le V Baule) d'où il aurait été refoulé par l'avancée baule.

Si ces deux hypothèses sur l'origine des Guro semblent diverger, elles ont néanmoins comme point commun de mettre l'accent sur ce phénomène général de mobilité dans des contextes écologiques variés sous la pression de conjonctures historiques.

Quant à l'occupation de la région par les Malinke, elle est indissociable des grands mouvements de migration qui mirent en déplacement les peuples des savanes soudanaises en direction des franges forestières et de la côte. D'après Y. Person (1968) ce sont les recherches de l'or et de la noix de kola qui ont été à l'origine de ces migrations. Ce souci commercial se trouve confirmé dans la région. C'est du pays de Touba (entre les villes de Man et Odienne) que divers clans mande partirent en longeant la bordure forestière à la recherche de la kola. A cette époque notre zone était occupée par les Guro qui, alors, se replièrent vers leur habitat actuel. Jusqu'au Bandama l'occupation malinke fut plus ou moins dense.

Ce bref résumé de l'historique de la mise en place des deux groupes Guro et Malinke permet déjà de souligner une première association dans une origine en partie commune.

Nous allons voir à présent plus en détail comment le contact culturel que constitue notre région ne représente pas une simple ligne de démarcation, mais un espace de

coexistence fondée sur des relations autant historiques qu'organiques et fonctionnelles. Le substrat particulier du contact forêt-savane n'est pas le lieu d'un partage d'aires culturelles déterminées par les propres contraintes naturelles, mais il n'a plutôt qu'une valeur relative compréhensible seulement dans le cadre de sociétés historiquement situées. Comme les Bete et les Gbã les Guro étaient avant tout des chasseurs et nous y retrouvons le même type d'organisation sociale (lignagère et segmentaire); les activités agricoles étaient donc secondaires mais la fréquence des activités cynégétiques, individuelles ou collectives, semble bien être surestimée et par les intéressés eux-mêmes, parce que revêtues de toute une symbolique, et par le chercheur par idéalisation commode. De sorte que si la chasse ne peut être considérée comme une occupation négligeable, elle laissait place à un calendrier agricole très prégnant et étalé dans le temps. Un des signes de cette inscription de l'agriculture réside dans la connaissance qu'ont les individus de leur environnement naturel : connaissance du milieu végétal, explicable par la chasse et la cueillette, mais aussi et surtout par la connaissance très fine des vocations et aptitudes culturelles des sols. Sur ces derniers se superposait tout un puzzle de cultures qui les capitalisaient au mieux : céréales comme le riz avec de nombreuses variétés (dont le riz flottant de bas-fond), le maïs, le mil, les tubercules (igname, taro), la banane, le coton qui alimentait un artisanat de pagnes de grande valeur.

Nous obtenons ainsi la vision d'une agriculture très diversifiée qui ne se contentait pas de puiser dans la nature. Elle se répartissait indifféremment en forêt et en savane.

En pays malinke une population d'agriculteurs mettait en oeuvre le même attirail cultural varié. Toutefois, le tissage était une activité généralisée organisée pour une production de masse alors que chez les Guro elle était le fait de quelques individus spécialisés dans une production de qualité.

Cette brève description des productions nous montre donc une région qui était le siège d'importantes et diverses activités agricoles qui ne découlaient ni d'un déterminisme écologique (absence de spécialisation en fonction des formations végétales contrastées que sont la savane et la forêt), ni d'un déterminisme culturel (sociétés d'agriculteurs, sociétés de chasseurs-cueilleurs). Les deux groupes en présence disposaient d'un arsenal de plantes ambivalentes pouvant se satisfaire indifféremment de deux milieux végétaux soumis à des conditions de pluviométrie identiques (J. Richard 1972).

A présent, voyons comment c'est leur insertion dans de grands courants d'échanges qui valorisait leurs cultures lesquelles devenaient alors l'objet d'importantes transactions. La région d'étude a joui du privilège d'être dans la position stratégique d'intermédiaire entre l'importante zone productrice de kola, située immédiatement au sud, et le terminus méridional d'une grande route commerciale issue de la boucle du Niger qui unissait le Worodugu (pays de la kola) à Segou, suivant une direction méridienne. Son tracé ne se déroulait qu'en pays malinke jalonné d'importants marchés comme Kani, Toti, Tieme. De la sorte toute la vie économique et sociale était animée par ce courant d'échanges qu'il nous faut brièvement évoquer avant de voir son impact sur les systèmes de production.

Ce commerce complexe mettait en jeu plusieurs partenaires, plusieurs types de produits sur un vaste espace (Person 1968, Meillassoux 1964, L. Richard 1969). Son déroulement, du nord au sud, était le suivant : du nord des caravanes soudanaises en provenance de la boucle du Niger et du Sahel acheminaient essentiellement du sel, des

bovins, des tissus et étoffes d'importation qui devaient être échangés contre la kola. Mais entre les acheteurs du nord et les véritables producteurs de kola de la forêt méridionale s'interposaient deux intermédiaires : les courtiers malinke de la zone pré-forestière du Worodugu, et, au sud de cette dernière, les Guro de la frange forestière. Les premiers se procuraient des petits lingots de fer appelés *sompe* en malinke; cette opération impliquait aussi une certaine division spatiale du travail, car la région ne produisait guère de minerai de fer. La plupart de ces lingots provenaient donc de forges situées beaucoup plus à l'ouest (environs de Touba, entre les villes actuelles des Man et Odienne), ou au nord (vers Sakhala), et on les obtenait contre les pagnes tissés dans le Worodugu. Ce fer servait par la suite à obtenir la kola.

Au reste, les Guro n'étaient pas eux-mêmes de gros producteurs de kola et ils devaient se la procurer auprès des populations bete du centre-ouest forestier contre essentiellement les pagnes qu'ils tissaient et les *sompe*.

Ce fractionnement du commerce trouvait son expression spatiale dans un double réseau de marchés articulé le long du contact forêt-savane. Un premier réseau de marché de courtage malinke jalonnait la bordure nord du contact végétal; dans ces marchés les grandes caravanes soudanaises attendaient leur chargement et elles constituaient une clientèle appréciable pour divers produits et denrées durant leur séjour. Immédiatement au sud s'étalait le réseau de marchés guro où les courtiers venaient s'approvisionner en kola. Des relations privilégiées de clientèle, voire même d'alliance, unissaient marchés de courtage et marchés d'approvisionnement, et elles délimitaient différentes aires de libre circulation.

Ainsi, du nord au sud, les marchés se relayaient en assurant une pénétration 'en douceur' des acheteurs soudanais. Au-delà des marchés guro, les Malinke ne pouvaient plus circuler et les relations avec les véritables producteurs étaient monopolisées par les Guro. Cette activité de collecte était l'affaire des femmes organisées en caravanes sous la responsabilité de doyennes, et l'institution du marché disparaissait peu à peu pour laisser place à un système de réseaux et de relais. Jusqu'ici nous avons brossé le tableau de seul commerce de la kola, du commerce le plus lucratif, suscité de très loin par les consommateurs de la zone soudanaise; véritable commerce international, il mettait en jeu, confrontait des productions de valeur à savoir la noix de kola et le *sompe*. La première jouait un grand rôle dans l'univers social des sociétés soudanaises, alors qu'il n'en était pas de même chez les Guro; à l'inverse le second produit, de simple matière première dans le Sahel, devenait objet de thésaurisation en zone forestière.

Or, ce qui ressort de ces enquêtes sur ces marchés (L. Richard, 1969), c'est l'accent mis par les intéressés sur leur permanence qui ne peut être expliquée par la seule noix de kola, produit saisonnier. En fait, les marchés étaient entretenus par le commerce induit par les transactions motrices de la kola. Bizarrement chaque fois que l'on demandait ce que l'on y trouvait, suivait une énumération impressionnante de marchandises où dominaient les produits vivriers et artisanaux. La noix de kola était citée "in fine" : signe d'évidence peut-être? Mais aussi reconnaissance de son statut supérieur, générateur de la véritable richesse. En fait, la vitalité de la zone marchande reposait aussi sur deux commerces—régional et local—suscités par le précédent. Un commerce régional actif existait entre les peuples voisins du Worodugu et du pays guro; les premiers étaient en effet d'importants acheteurs de denrées vivrières et cela à double titre : d'une part en tant que consommateurs lors de leur séjours fréquents et parfois prolongés en pays guro avec leurs suites de porteurs, d'autre part en tant

qu'importateurs pour fournir la subsistance à leurs marchés de courtage où transitaient les caravanes soudanaises. Ces surplus alimentaires pouvaient être intégralement fournis par les villages de tisserands malinke, eux-mêmes dégagés quelque peu de la production agricole. Par suite les Guro étaient fortement sollicités et les activités agricoles prenaient chez eux une tout autre importance, en tant que source supplémentaire de profit : riz, igname, banane étaient largement vendus; tous ces produits auxquels il faut ajouter le bétail et le sel amenés par les Malinke, faisaient l'objet de transactions quotidiennes dont l'importance et le volume dépendaient naturellement des fluctuations du grand commerce kolatier. Nous avons enfin un commerce local, propre aux Guro et aux Malinke, que l'on pourrait qualifier de régulateur de variations de productions vivrières, d'une contrée à une autre : les irrégularités climatiques propres à cette région provoquent d'importantes fluctuations des productions agricoles d'une année sur l'autre, d'un endroit à un autre.

Si nous laissons la parole aux premiers colonisateurs (Noiré et Bourcelot, 1913-1914), nous les trouvons quelque peu fascinés par le paysage qui leur est offert. Leurs descriptions ne tarissent pas d'éloge sur la prospérité, la vitalité, la richesse. Ce sont les termes qu'ils utilisent. Leurs inventaires sont si minutieux qu'ils abordent non seulement les productions mais aussi les procédés et techniques culturales. Ils voient en abondance riz, igname, arachide, taro et coton "très beau et renommé pour la longueur de ses fibres". Ils recensent un nombre relativement important de types de rotations qui dépendent de la première culture effectuée sur le terrain, et la combinaison dans les associations d'un maximum de cultures vivrières auxquelles s'adjoint le coton. Un des principaux éléments qui président au choix des cultures est l'importance du groupe de travailleurs et sa répartition sexuelle : l'igname est le fait des hommes, la céréaliculture et le coton sont affaire de femmes. Ces rapports associent cette abondance au commerce nord/sud, de la savane vers la forêt : "les marchés très nombreux jalonnent cette contrée et signe de leur force, ils se constituent en véritables ligues inter-ethniques de résistance à notre occupation". Et là encore ils opposent à cette frange bourdonnante d'activité les populations forestières qui deviennent de moins en moins 'industrielles' au fur et à mesure que l'institution du marché s'effrite.

A aucun moment la coexistence de la savane et de la forêt n'apparaît comme déterminante dans l'élaboration des systèmes agricoles. Si dès lors nous renonçons à juger de leur influence, le milieu peut être perçu comme un complexe unitaire dans lequel une certaine assimilation et une spécialisation des groupes humains ont été rendues possible par l'existence d'un système de distribution organisé sur une grande échelle. On passe donc d'une analyse des contraintes ou même des potentialités du milieu naturel à celle d'un système de causalités déterminées par une organisation économique de l'espace.

#### *Le pays baule: la 'civilisation de l'igname' en question*

Le pays baule présente une diversité marquée à bien des égards : composantes de son peuplement historique, variations du milieu, diversifications socio-économiques régionales. Son étendue (30.000 Km<sup>2</sup>), l'importance de sa population (entre 300 et 500.000 habitants au début de la colonisation) et le caractère récent et fluctuant des migrations akan qui, selon les traditions dominantes, auraient donné naissance à 'l'ethnie' baule, peuvent expliquer ce manque d'unité<sup>6</sup>. Nous partirons cependant d'un



hypothèse différente et, dans une certaine mesure, contraire : loin de refléter un "manque", cette diversité serait le produit d'une dynamique sociale précise dans le cadre d'un ensemble socio-économique beaucoup plus vaste, intégrant des stratégies intentionnelles, le jeu de contraintes sociales endogènes et les effets de déterminants externes. Il s'agira de repérer les principaux indicateurs de cette dynamique au niveau de la production agricole, en évitant autant que possible des interprétations mécaniques et univoques que l'état de nos connaissances sur le Baule précolonial rendrait trop aléatoires<sup>7</sup>. Ce faisant, nous serons amené à remettre partiellement en question la conception de la société baule comme peuple d'agriculteurs modelé par la 'civilisation de l'igname'.

Quelle est donc la configuration régionale vers 1890, à l'aube de la colonisation?

Les documents d'archives coloniales<sup>8</sup> permettent d'en esquisser les grands traits, que l'on peut compléter par des informations, encore très fragmentaires, tirées des traditions orales. En regroupant les données géo-climatiques, économiques et socio-politiques, l'on peut distinguer quelques ensembles régionaux intégrés les uns aux autres. Le nord du pays se caractérisait, dans un écosystème de savane arborée, par une polarisation politique particulière autour des groupes faafwe et surtout walebo<sup>9</sup>. Ce dernier semblait posséder un système politique très proche du modèle confédéral ashanti et contrôler (au nord-ouest) le territoire le plus important. La production vivrière y était la plus diversifiée avec, comme produits dominants, l'igname, le riz africain (*O. glaberrima*), le maïs, et même le sorgho. Cette région semble avoir abrité jusqu'à aujourd'hui les densités démographiques les plus importantes<sup>10</sup>. La confédération faafwe, au système politique moins nettement polarisé autour de lignées dominantes, couvrait néanmoins tout le nord-est du pays. Le riz était beaucoup moins cultivé, au profit du maïs, et la production typique des savanes (mil-sorgho) encore moins développée. Le système agricole était donc moins diversifié. Ces deux confédérations contrôlaient en outre des régions aurifères périphériques. Enfin, grâce à un système d'implantations dispersées et d'alliance, ces groupes avaient un accès privilégié aux courants d'échanges du nord, dominés par le réseau dyula (fer, sel gemme, esclaves, boeufs), du sud (fer, sel marin, cuivre, perles, armes et produits européens divers), et de l'ouest (fer, ivoire, boeufs, pagnes, esclaves).

Dans le centre du pays baule, l'organisation politique était caractérisée par un système de chefferies locales où le pouvoir s'était beaucoup moins territorialisé. Compressés par les Walebo et les Faafwe qui monopolisaient les échanges du nord et de l'ouest, elles avaient cherché très tôt à s'implanter dans le sud où elles établirent des relais commerciaux importants vers les peuples côtiers du sud tout en exploitant, pour certains d'entre eux, des gîtes aurifères secondaires. Dominé par l'igname, le système agricole du centre restait diversifié avec une importante culture du riz à l'ouest et la possibilité de se procurer de la banane plantain dans les zones de mosaïque forêt-savane et sur la chaîne des collines birrimiennes.

Tous ces groupements du nord et du centre abritaient une culture du coton et une activité de tissage plus actives que partout ailleurs. L'artisanat commercialisé, de manière générale, était la spécialité de certains d'entre eux (tissage, travail du cuivre et de l'or, sculpture)<sup>11</sup>. Les artisans spécialisés s'expatriaient saisonnièrement ou de façon plus durable pour exercer leurs talents tout particulièrement dans les régions aurifères du sud.

Au sud du pays (régions à dominante forestière de Toumodi et de Tiassalé), les

groupes pour la plupart originaires du nord et du centre étaient particulièrement chevétrés. Plus de confédérations politiques mais plutôt des hégémonies locales de chefferies tournées vers les échanges et l'extraction aurifère. Là, se rejoignaient les grands axes de trafic du Bandama, des Walebo, des Faafwe, et des Baule de l'est. C'est là que ces différentes activités susciterent des transactions monétaires internes sur la production vivrière elle-même : igname contre perles et poudre d'or en particulier. Le riz laissait place à la domination incontestée de l'igname et du bananier. A l'extrême-sud, la région de Tiassalé abritait d'importants 'bourgs de transit' rivaux, point de contact des expéditions baule, des circuits d'échanges côtiers et du réseau de négociants asoko (Nzima, Fanti en particulier). Banane, igname et manioc constituaient la base de l'alimentation et de la fourniture de vivres aux négociants.

Sur la frange forestière occidentale se trouvaient des groupements en relations étroites avec les sociétés segmentaires et lignagères de la rive droite du Bandama. Hormis le Yaure aurifère soumis à l'influence walebo, ces groupes défendirent leur autonomie politique et leurs rôles de transitaires avec les Guro et les Dida. La banane plantain concurrençait l'igname comme base alimentaire. Mais, dans le Yaure et l'Akwe, par ailleurs très liés aux Guro, le riz s'ajoutait au système cultural comme dans le nord-ouest.

Le couloir granitique central à l'ouest du Nzi constitue à la fois un couloir de pénétration nord-est/sud-ouest et une limite d'influence économique. Les groupes baule de l'est, éparpillés par la recherche de gites aurifères, sont en réalité dans l'orbite économique de la vallée du Comoé, dominée par l'Etat pluralistique du Mango ou Ano regroupant des éléments mande et baule au nord, et les 'principautés' et royaumes anyi au sud. Cet ensemble occidental, dont nous ne traiterons guère ici, s'articule cependant avec l'ensemble oriental par des axes d'échanges est-ouest traversant les principaux courants nord-sud. Le système alimentaire de l'est était dominé par l'igname, la banane plantain et le taro avec comme complément important, le maïs au nord et le manioc au sud.

Ce tableau géographique doit être complété par les relations régissant la division sociale du travail. Les activités agricoles dominaient l'ensemble de la production, avec les diversités régionales notées ci-dessus. Contrairement aux peuples de l'ouest de Bandama, l'agriculture n'était pas une tâche essentiellement féminine. Les hommes y avaient une part beaucoup plus importante que le seul défrichement des parcelles. Tâches masculines et féminines étaient en réalité fortement parcellisées et imbriquées; leur complémentarité en était d'autant plus forte. L'igname était attribuée aux aînés masculins; le riz, le maïs, le coton, le manioc aux aînées des femmes. Le système foncier semble avoir été très souple, soumis au droit d'usage au niveau des exploitants individuels et à des règlements d'ordre 'diplomatique' (sanctionnés éventuellement par le versement de poudre d'or et une dépendance religieuse) dans les relations entre les unités villageoises.

Les activités spécialisées d'orpillage, de fabrication artisanale commercialisées et d'échanges n'étaient pas exclusives des travaux agricoles. Leur importance stratégique et l'accès des femmes, des dépendants familiaux et, dans certains cas, des esclaves aboutissaient cependant à un mode complexe de socialisation de la production (répartition et 'réalisation' de la valeur par l'usage direct ou différé, par l'accumulation ou l'échange). L'existence d'une forte proportion d'esclaves<sup>12</sup> dont la majorité des descendants était intégrée aux groupe domestiques, accroissait la force de travail

disponible et les possibilités de 'transgresser' les normes de la division sexuelle du travail, déjà souples. En bref, on pourrait caractériser la division sociale du travail par un mode de régulation plus 'statistique' que 'mécanique'<sup>13</sup>, propice aux adaptations et aux transformations conjoncturelles. Bien que dominantes, les activités agricoles pouvaient être déterminées autant que déterminantes dans leurs rapports avec les autres secteurs de production. C'est précisément cette 'surdétermination' de la production agricole et du paysage agraire qui nous intéresse ici.

L'igname était culturellement valorisée : assimilation à la véritable nourriture, rites domestiques après la récolte des premières tubercules, symbolisation de l'unité familiale par le partage d'un igname lors de séparations temporaires. On n'observait cependant pas de rituel collectif comparable aux fêtes de l'igname des groupes akan de l'est où l'allégeance politique à l'égard des lignées dominantes était bien marquée. Sauf peut-être chez les Walebo, les cérémonies conservaient un aspect familial.

Il reste que la valorisation culturelle attachée partout à l'igname recouvrait des différenciations sensibles dues à l'activité des hommes. Le riz paraissait même concurrencer l'igname comme culture dominante au nord-ouest en 1899, lorsque les Baule réussissaient encore à contenir la pénétration Française. Mais plus que d'une véritable concurrence, il s'agissait d'une association complexe, avec une succession igname/coton, maïs et/ou riz pluvial sur les mêmes parcelles. La spécificité du nord (avec dominante riz à l'ouest, maïs à l'est) permet de penser aux 'influences' guromande et senufo. Mais peut-être convient-il d'aller au-delà de ces déterminations culturelles (intégrant bien sûr des contraintes bio-climatiques). Nous soulignerons en particulier l'existence de systèmes productifs régionalement diversifiés qui impliquent des stratégies de répartition de la main-d'oeuvre. Si, en effet, l'agriculture était l'activité dominante, les cultures de subsistance devaient tenir compte de la force de travail mobilisable en fonction de stratégies non agricoles. Ainsi pourrait-on opposer la zone cotonnière et artisanale de nord-ouest et du centre, et la zone aurifère des franges forestières et du sud où se concentraient en outre des activités de négoce et d'artisanats itinérants. Or, dans le premier cas, le système cultural dominant (igname de savane, coton, riz, maïs) nécessitait un investissement en travail dans l'agriculture beaucoup plus important que dans le second cas (igname de forêt, banane, manioc)<sup>14</sup>. Cela suggère l'idée d'une complémentarité interne au pays baule entre une région plus 'profondément paysanne' et à forte densité, et d'autres davantage tournées vers l'extérieur et économiquement diversifiées. Cette complémentarité n'est pas réductible à des contraintes de milieu, à des influences ou normes culturelles strictes. Elle correspond au moins autant aux sollicitations d'un ensemble économique beaucoup plus vaste. En ce sens, la différenciation entre le nord 'paysan' et le sud ne correspond pas à une variation de 'nature socio-économique' mais à une covariation sous l'effet du contexte global historique de deux sous-systèmes économiques liés entre eux et à des circuits commerciaux internes et extérieurs : pagnes du nord, poudre d'or du sud. Les fluctuations de la conjoncture ont pu d'ailleurs provoquer des changements agraires qu'il est malheureusement difficile de reconstituer. Il est probable qu'ils furent concomitants à des transformations économiques et politiques importantes comme l'attestent, entre autres, les mouvements de population au sein de la bande forestière littorale et les changements économiques des sociétés côtières (avec l'exportation des produits oléagineux du palmier, notamment, à partir de 1830).

Un élément important de la production vivrière, souvent occulté par l'idée 'd'auto-

subsistance', est la réalisation de la valeur par les échanges extérieurs. Le négoce intérieur sur les produits vivriers (contre de la poudre d'or, des perles d'aigri, du sel notamment) se complétait en effet par une exportation, limitée mais apparemment régulière, de biens de subsistance<sup>15</sup>. L'ensemble économique baule était constitué de formations locales articulées entre elles mais aussi, selon leur position géographique, articulées avec des groupes voisins non baule par une combinaison d'échanges par relais et par réseau. Une conséquence notable des échanges extérieurs était de réaliser des transferts de valeur peu pratiqués dans les sphères de circulation interne. Les échanges d'arachide et de cultures vivrières (riz, igname) avec les Guro à l'ouest, contre du fer et de l'ivoire, ou avec les Malinke et Senufo du nord contre du fer, n'étaient pas forcément des échanges *directs* de valeurs d'usage mais pouvaient permettre des échanges *différés* internes (fer contre de la poudre d'or et des perles par exemple). La perméabilité des "sphères de produits", déjà forte, en était accrue, avec les conséquences qu'elle comportait sur le contrôle social de la production<sup>16</sup>. Mais c'est surtout les conquérants qui opéraient au nord des Baule qui fournirent à ceux-ci les termes les plus intéressants de réalisation de la valeur des productions vivrières pour alimenter leurs troupes et leurs dépendants. Babemba, Mori Touré et surtout Samory, de 1894 à 1898 offrirent en effet des captifs en contrepartie de vivres (surtout ignames, manioc, et petit bétail) (Person 1968 et 1969). Il est significatif que durant les opérations militaires françaises en pays guro, de 1907 à 1915, les groupes baule voisins (en particulier les Akwe) utilisèrent le secteur vivrier (arachide, maïs) pour s'assurer des termes d'échanges 'intersociétaux' avantageux.

Un mot maintenant des rapports entre la diversification interne des activités économiques et des paysages agraires, d'une part, et les variations de la structure politique. Meillassoux (1975) formalise de façon précise cet aspect. Après avoir montré les implications sociales des techniques agricoles (en matière de parenté notamment), il esquisse un certain nombre de prolongements : d'abord 'ce qui définit le niveau des forces productives, ce n'est pas la seule pratique d'une technique, mais les effets socialement acceptés de son application... C'est plus souvent au niveau des ensembles politiques qu'au niveau des communautés qu'opèrent ces transformations [par l'emploi d'une technique nouvelle]' (1975 : 64). En ce qui concerne les rapports de production, il note que 'la segmentation, par rupture avec la communauté-mère, est de plus en plus difficile à mesure que l'agriculture se perfectionne' (p.67). Au contraire de l'agriculture par plantation et bouturage—caractéristique de la forêt—l'agriculture céréalière 'subordonne la segmentation au maintien ou à la création d'un lien social avec une cellule agricole constituée autour du grenier' (p.68). En première approximation, la reconstitution de l'économie céréalière intervient le plus dans les régions placées sous l'obédience des confédérations les plus fortes du nord-ouest et du nord-est (Walebo et Faafwe). Concomitamment, c'est aussi dans le Walebo que l'on discerne le plus grand développement des 'offices royaux' et du caractère public de la fête des ignames (Kouame Guie, s.d). D'autre part, le mode de reproduction des unités socio-politiques ne s'établit effectivement pas sur la segmentation au sens strict mais plutôt par dispersion territoriale des communautés (Horton 1971), sans constituer pour autant des unités politiques discrètes<sup>17</sup>. Il est cependant difficile d'attribuer ces différents traits au seul déterminant agraire. Ainsi que nous l'avons avancé, il est nécessaire d'inclure l'ensemble des productions et des biens (orpaillage, activités d'échanges) au sein duquel l'agriculture est en situation de "surdétermination". Ainsi,

Walebo et Faafwe sont partie intégrante du complexe économique septentrional mais participent également du complexe méridional. La différence des fonctions d'autorité au sein des fractions nord et sud d'un même groupe dépend d'abord des conditions de reproduction des rapports sociaux dans un contexte déterminé. Une étude comparative rigoureuse permettrait peut-être de lever des présupposés du même ordre concernant les corrélations entre systèmes agricoles et systèmes politiques dans ces régions de Côte d'Ivoire, en faisant intervenir des ensembles d'échanges intersociétaux. Ainsi pourrait-on expliquer que le critère de différenciation entre l'ouest et l'est forestier (avec, respectivement, riz dominant et système d'autorité segmentaire; igname dominant, chefferies hégémoniques) s'inverse dans le nord (céréaliculture pure et tradition monarchique des Malinke et Bambara à l'ouest; importance de l'igname à côte du mil et du riz chez les Senufo, Tagbana, Djimini et Djamala de l'est, à structure segmentaire). Une telle démarche, en écartant les explications diffusionnistes (voir pour le Baule, Dickson 1969 : 20), suppose que soient considérés la division sociale du travail et les rapports d'extorsion au sein des sociétés échangistes (Rey 1980).

*Economie de subsistance et conjoncture historique: 'l'effet Samory'*

L'épisode samorien introduit de grands bouleversements dans les relations commerciales et le peuplement (Person 1968, 1969). Après 1892, Samory contrôla les marchés de courtage malinke mais il ne mit pas d'entraves au commerce kolatier. Il se contenta d'un tribut en produits vivriers ce qui provoqua une demande supplémentaire en pays guro. Le marché de denrées agricoles ne fit que croître avec l'avancée de ses troupes vers l'est, et surtout lors du siège de Kong en 1895. Toute l'agriculture de la zone pré-forestière et des savanes baule se vit stimulée et nous pensons que l'augmentation des surfaces cultivées fut rendue possible par l'acquisition de captifs qui constituaient le principal bien d'échange de Samory : en effet, acheter des captifs en tant qu'acheter de la force de travail devenait le seul moyen d'augmenter la production vivrière face à une demande de plus en plus forte. Ainsi les premiers colonisateurs trouveront de véritables villages de cultures habités par des captifs vendus par Samory; ils seront au nombre de 12.000 d'une même génération libérés uniquement en pays guro (Anonyme, 1913). Lors du repli de Samory vers l'ouest, talonné par les colonnes françaises, on put obtenir un captif contre une charge d'igname.

Cette brève période constitue donc une véritable charnière. Au fil des conquêtes puis des replis, on assiste à une inversion dans l'ordre des transactions allant de pair avec un changement des instruments d'échanges. Peu à peu, le commerce kolatier voit ses débouchés soudanais perturbés par l'arrivée des troupes françaises, puis ses voies d'écoulement démantelées par la retraite de Samory. A l'inverse, la commercialisation de la production vivrière connaît un véritable 'boom' alimentant les circuits d'échanges vers le nord, en contrepartie à présent d'esclaves, et non plus de sel, bovins et lingots de fer.

En pays baule cet épisode samorien a des répercussions comparables avec toutefois des particularités tenant aux caractères de la formation sociale. Samory n'impose pas d'affrontement militaire comme chez les Abon à l'est, il table sur une coopération économique rendue indispensable par la fermeture de son accès à la Sierra Leone pour se fournir en armes. L'afflux d'esclaves en pays baule en contrepartie des armes et, de plus en plus, de vivres, ne se limite pas à alimenter la production de subsistance, mais

contribue aussi à intensifier l'exploitation aurifère du sud (face à l'inquiétante avancée des français, encore jugulée par la résistance armée), la production débutante de caoutchouc et les échanges commerciaux avec les Anyi (fusils et poudre contre esclaves notamment). La présence de Samory au nord correspond à une ère d'expansion économique et à un renforcement de la base économique de leur résistance contre les colonisateurs. La chute de l'Almamy porte un coup fatal à l'autonomie économique du Baule et de la région guro et malinke du contact forêt-savane, avec notamment le ralliement du réseau commercial dyula à la cause française en contrepartie de son accès direct aux lieux de production, de la kola surtout.

### *Conclusion*

Au terme de ces études de cas quelques conclusions s'imposent. Des convergences ponctuelles d'abord : infirmation du déterminisme écologique d'une part, remise en question du déterminisme culturel d'autre part. La première est suffisamment admise pour qu'on n'y revienne pas. La seconde mérite plus d'attention.

En partant d'un essai de reconstruction du paysage agraire pré-colonial de la région du Bandama, nous avons vu se diluer les frontières ethniques au profit d'une diversité interne et de la mise en évidence d'affinités inter-ethniques dont l'opposition riz/igname ne peut rendre compte à elle seule. Ce phénomène se trouve d'abord au plan culturel : ainsi les Bete, les Gbã, les Guro ne se définissent nullement comme des riziculteurs, tandis que l'idéologie attachée à la culture de l'igname chez les Baule subit un appauvrissement certain de son contenu politique par comparaison aux sociétés akan de l'est. Ce décalage par rapport aux idées courantes des observateurs se double d'un autre dans l'image que ces sociétés donnent d'elles-mêmes : le 'réfèrent' archaïsant ne correspond nullement aux observations qu'ont pu faire les premiers colonisateurs et la valorisation culturelle et symbolique de quelques produits vivriers surestime probablement leur place réelle dans le système productif global, que ce soit à l'est ou à l'ouest du Bandama. Si l'on s'en tient à ces remarques, on peut conclure en disant que la région du Bandama ne peut être considérée comme la limite tranchée de deux civilisations agraires, mais tout au plus comme une zone de transition complexe à la fois entre l'ouest et l'est forestier, et entre ceux-ci et les savanes du nord.

La notion de 'zone de transition' conserve cependant une ambiguïté certaine. Si nos observations infirment les déterminismes écologiques et culturels au niveau de l'analyse qui est le nôtre (la région du Bandama moyen), auraient-ils un sens à une échelle plus vaste? Que signifie alors que leurs effets se manifestent non par une solution de continuité, mais par un enchevêtrement de configurations locales variées? A quels phénomènes plus globaux renvoie la diversification des systèmes agricoles pré-coloniaux?

Nos observations ne permettent pas de répondre précisément à ces questions. Un certain nombre d'indications peuvent cependant être soulignées. Concernant 'l'effet d'échelle', il est patent que les formes de diversification, de complémentarité et d'échanges sont d'autant plus marquées que sont retenues des unités socio-géographiques plus larges. A cet égard, elles sont nettement reliées aux grands courants d'échanges 'inter-ethniques'. Ceci s'accompagne en outre de diversifications à l'intérieur même des groupements culturellement homogènes. Tout se passe comme si la mise en oeuvre des grandes complémentarités écologiques nécessitaient (ou s'élaboraient sur la base) des micro-écarts ou micro-variations régionales. Dans ce

cadre, la production vivrière constitue elle aussi un 'analyseur' de ces relations, ce qui laisse à penser que la production agricole n'est pas seulement une base stable et seulement 'permissive' de l'organisation globale de la production et des échanges. Bien qu'au départ assez peu pertinente, l'opposition riz/igname a au moins le mérite de nous confronter à des problèmes d'interprétation<sup>18</sup> et de nous inviter à dépasser la démarche monographique à partir d'objets d'analyse 'pré-donnés' (entité ethnique aussi bien que secteurs de production isolés).

#### POLITIQUES AGRICOLES ET NOUVELLE PROBLEMATIQUE VIVRIERE

##### *Comment on devient riziculteur à l'ouest du Bandama*

En 1913 s'acheva la conquête militaire et la 'pacification' du centre-ouest ivoirien. Elles se soldèrent par un bilan très lourd : plusieurs milliers de tués, de très nombreux fuyards, un habitat en grande partie détruit, un cheptel amputé de son troupeau de bovidés (en effet la violence coloniale provoqua chez les autochtones une sorte de politique de la terre brûlée : ils abattirent et consommèrent l'ensemble des boeufs de la région). A ce premier bilan s'est immédiatement ajouté une destructuration en profondeur de l'univers pré-colonial : les guerres ou *feuds* inter-villageois cessèrent définitivement, la chasse collective au filet déclina rapidement, à la mobilité résidentielle et aux scissions lignagères se substitua un habitat figé et contrôlé ; quant aux circuits d'échanges, ils furent brisés ou réorientés pour le paiement quasi-exclusif de l'impôt. Bref, c'est tout le champ pratique de l'univers pré-colonial qui s'estompa au contact de la puissance étrangère.

Entre 1913 et 1925 s'est écoulée une période durant laquelle les autorités coloniales mirent en place leur tissu administratif et leur dispositif de contraintes : travail forcé essentiellement destiné à l'infrastructure, levée d'hommes pour la grande guerre européenne, recouvrement de l'impôt qu'elles acceptèrent de percevoir en manilles et en *sompe*, afin de retirer du circuit ces objets d'échange et leur substituer progressivement la monnaie française, reconstruction des villages le long ou à proximité des axes routiers. Pendant ces premières quinze années de présence coloniale, on tenta une première 'opération de développement' sur le caoutchouc; celle-ci finalement eut peu d'impact, mais au moins le mérite (du point de vue de l'administration coloniale s'entend) de faire pénétrer un embryon d'économie monétaire, et par extension de susciter le paiement de l'impôt en argent<sup>19</sup>. En outre, dès 1920, un colonat européen, s'installa dans cette région du centre-ouest et exploita sur de larges étendues, d'abord le cacaoyer, ensuite le caféier (Frechou 1955).

Quelques années plus tard s'amorça un processus original, dont il faut certes attribuer la direction au pouvoir colonial, mais dont les modalités concrètes échappèrent progressivement à son contrôle : il s'agit de l'émergence et du développement d'une économie de plantation indigène. Nous ne pouvons bien évidemment pas, dans l'espace de cet article, rendre compte des ressorts spécifiques de cette économie (Köbben 1956, Raulin 1957, Dozon 1975, Chauveau-Richard 1977); disons simplement que parallèlement aux installations de plus en plus nombreuses des colons européens, s'ébaucha un vaste courant d'immigration africaine vers le centre-ouest : personnel administratif et militaire de la colonisation dans un premier temps, puis à partir des années 1930 migrants originaires du nord ivoirien ou des pays soudanais appelés d'une manière générique *dyula*<sup>20</sup>; par la suite ces mouvements

d'immigration s'intensifièrent, notamment après la seconde guerre mondiale (vers les années 1950 le café, le cacao connaissent les cours les plus élevés de leur histoire), et se diversifièrent avec l'arrivée de nombreux ressortissants de l'est ivoirien (Baule).

A partir des années 1930-1935, les autochtones (Bete, Gbã, Guro) entreprirent progressivement l'exploitation des cultures arbustives; d'abord ne se distinguèrent que les notables, à savoir les différents chefs administratifs nommés par le pouvoir colonial, mais peu à peu, l'ensemble de la population locale fut touchée par le phénomène 'plantation', créant et généralisant ainsi un système dominé par la petite exploitation.

Ajoutons pour clore cette brève description, que la mise en route et la généralisation de l'économie de plantation 'indigène' ne peut se comprendre qu'à la lumière des liens qu'ont su nouer autochtones et allochtones tant sur le plan foncier (les autochtones ont facilement cédé et aliéné leurs terres), que sur celui du travail; ce sont ainsi élaborées des formes originales de faire valoir indirects (formes dérivées ou proches du métayage et d'utilisation de la main-d'oeuvre; journaliers, contractuels, salariés au mois).

Convenons de situer rapidement le problème des vivriers dans ce nouveau contexte socio-économique. Tout d'abord il faut préciser que durant la période de conquête militaire et celle qui suivit immédiatement la soumission des populations locales, la production vivrière connut de graves difficultés; en effet, l'abandon des terres de cultures, la fuite de nombreux autochtones vers des zones mal contrôlées, et surtout la livraison obligatoire de denrées à l'administration provoquèrent une série de disettes. Cette période s'est donc caractérisée par une absence de politique vivrière; en ces débuts de colonisation les autorités n'eurent d'autre objectif que d'imposer le cours nouveau de la présence française en exigeant des populations assujetties des actes explicites de consentement et de collaboration (impôts, vente de caoutchouc, etc . . . )

A cet égard, on ne peut parler de réussite, car au consentement se mêlèrent des formes actives ou passives de résistance : fuite en brousse, refus de payer l'impôt, faible rendement du caoutchouc. Aussi c'est uniquement avec le démarrage des cultures d'exportation, et par conséquent avec l'apparition de nouveaux rapports sociaux entre autochtones et allochtones, que l'économie du centre-ouest se recomposa, impliquant organiquement un développement spécifique du secteur vivrier. En ce qui concerne ce secteur on peut faire des remarques similaires à celles qui ont été avancées pour les cultures pérennes; de même que les autorités coloniales impulsèrent la mise en valeur du cacao et du café, de même elles encouragèrent vivement, par une campagne de vulgarisation et de diffusion, la production du riz (vers 1936-1940). On voit assez bien pourquoi, dans leur perspective, ce produit représentait le vivrier 'idéal'; non seulement il constitue une 'bonne base alimentaire'<sup>21</sup>, mais surtout il semble cumuler plusieurs avantages : il exige un investissement relativement important en travail par rapport au taro ou à la banane (ce qui pour l'idéologie coloniale prompte à dénoncer la 'paresse' des autochtones a valeur d'exemplarité), mais présente peu de difficultés de stockage et de transport. Par ailleurs, étant donné ces caractéristiques positives, on peut envisager le dégagement d'un surplus destiné à l'alimentation des populations urbaines. Ainsi en analysant la petite économie de plantation locale à travers la grille d'une production marchande à domicile, les cultures arbustives définiraient donc le secteur proprement mercantile (considérablement sous payées jusque vers les années 1950), et la production vivrière dominée par le riz, le secteur de la reproduction de la force de travail et du groupe domestique.

Au demeurant cette impulsion des autorités semble avoir trouvé une sorte de



répondant auprès des populations; en effet, de même que les cultures industrielles se sont assez rapidement généralisées au point de transformer chaque autochtone en petit planteur (ce qui n'exclut pas cà et là l'émergence de gros planteurs), de même la riziculture pluviale s'est largement répandue devenant à la fois la base principale de l'auto-consommation et une source de revenus d'appoint par la vente au détail ou sur les marchés locaux du paddy.

L'une des explications de ce phénomène nous semble résider dans le cours nouveau pris par le système de production autochtone, et tout particulièrement dans les transformations des rapports de production entre les sexes. Examinons brièvement cette question.

Avec la colonisation, puis le développement de l'économie de plantation, la chasse et la guerre disparurent à la fois comme pratiques effectives et comme idéologie; en d'autres termes, le contenu de la domination masculine s'estompa au profit de l'arboriculture marchande. Toutefois, si ce contenu change, les termes des rapports entre les hommes et les femmes ont finalement conservé un caractère inégalitaire. En effet si les hommes sont devenus massivement planteurs, leurs épouses ne sont pas restées cantonnées dans la production vivrière : elles participent au procès de production arboricole, notamment accomplissent les tâches de récolte et de transport, mais les hommes, quoique puisse être leur investissement en travail, contrôlent entièrement la commercialisation du produit. Si bien qu'au sein de la famille nucléaire la relation entre les conjoints peut être assimilée à un rapport entre employeur et employée (s); après la vente du café et du cacao les femmes reçoivent une rémunération en argent ou sous forme de pagnes. Au reste les femmes s'occupent de la production vivrière (ce qui ne veut pas dire que les hommes n'y prennent pas part), et surtout ont pour l'essentiel la charge des travaux domestiques; en sorte que globalement le travail féminin représente le double du travail masculin (en moyenne 10 heures par jour pour les femmes, et 5 heures pour les hommes).

Toutefois, dans ce système inégalitaire (qui du reste explique pour une bonne part l'importance actuelle de l'exode rural des jeunes filles), la riziculture pluviale occupe une place relativement rationnelle; pour simplifier deux points peuvent être considérés. En premier lieu le cycle végétatif du riz s'inscrit assez bien dans les calendriers agricole et tout particulièrement dans celui du café et du cacao; la période intensive de la récolte et du transport des cultures arbustives où les femmes prennent une part active correspond à une phase où le riz vient lui-même d'être récolté et où les rizières sont laissées en jachère. En second lieu, s'il est incontestable que cette céréale, eu égard à d'autres denrées telles le taro, requiert plus d'investissement en travail (surtout au niveau du désherbage, du décortiquage et du vannage), cet investissement est en quelque sorte compensé ou rentabilisé par deux éléments organiquement liés; d'une part il diminue la fraction de temps consacrée à la préparation des repas : ce qui permet un transfert du travail féminin vers des activités productives. D'autre part, il n'est pas uniquement destiné à l'auto-consommation, et sert à boucler les difficiles époques de soudure. En outre, si ce complément monétaire est principalement du ressort des hommes (qui le vendent généralement aux commerçants dyula), les femmes y trouvent également une rémunération : elles vendent en effet du riz sous forme de 'bottillons' à des acheteuses de passage.

Cette dimension commerciale du riz nous amène à repérer brièvement la place qu'occupe actuellement le secteur vivrier au sein de l'économie de plantation.

L'importance ou la généralisation de la riziculture pluviale est globalement liée à la pénétration de l'économie marchande et le riz se présente par conséquent comme le complément des denrées d'exportation. Ainsi que nous l'avons suggéré précédemment, cette complémentarité traduirait la présence d'un système dualiste : d'un côté le secteur commercialisé représenté par le café et le cacao, de l'autre le secteur d'auto-consommation représenté au premier chef par le riz (d'autres vivriers sont cultivés tels le maïs, le manioc et la banane plantain, mais dans une proportion singulièrement moindre). Cependant, on ne peut appliquer un tel schéma à l'économie locale; plus exactement il ne rend pas compte de sa dynamique particulière. En effet, le secteur vivrier ne constitue pas un secteur autonome uniquement réservé à la reproduction des petits planteurs : il est réellement soumis à l'agriculture commerciale; ce secteur est bel et bien intégré à l'économie marchande, et ceci sous deux formes : d'une part les planteurs vendent régulièrement des produits vivriers sur les marchés locaux, principalement du riz, d'autre part ils y achètent des denrées de consommation.

Tentons brièvement de repérer les causes d'une telle évolution. La généralisation de l'économie de plantation a coïncidé avec l'abolition du travail forcé (1946) et avec le grand 'boom' du prix du café et du cacao sur le marché mondial (période 1950-1955); mais après l'Indépendance les prix au producteur vont se dégrader. A cela deux facteurs; d'une part le non-maintien à un niveau élevé des prix des cultures d'exportation, d'autre part l'émergence d'un appareil d'Etat, dont les ressources proviennent essentiellement du secteur rural. En sorte que par la création d'une institution spéciale, la Caisse de stabilisation des prix, il est certes censé assurer aux planteurs un revenu à peu près constant (et ce, en dépit des fluctuations du marché mondial), mais pratiquement se dote d'un instrument qui lui permet de creuser un écart permanent entre le prix payé au producteur et celui obtenu à l'exportation (il n'est pas rare que le rapport entre ces deux prix soit de 1 à 10). En conséquence on assiste à une dégradation objective des revenus des planteurs; dégradation d'autant plus importante qu'elle s'accompagne d'une augmentation des dépenses portant essentiellement sur la main-d'oeuvre, sur l'habitat et sur la scolarisation. A cela s'ajoute bien évidemment, depuis les années 1970, les retombées de l'inflation mondiale.

En outre, l'économie de plantation autochtone s'est trouvée progressivement confrontée à de nombreuses difficultés. Nous avons vu que la singularité de cette économie reposait sur un système complexe de relations entre les populations originaires et les groupes allogènes; mais ce système ne peut perdurer que s'il trouve son équilibre, autrement dit que s'estompent ou diminuent les vagues migratoires. Or les populations migrantes ont continué à s'installer dans la région du centre-ouest bien après l'Indépendance, provoquant ainsi une pression de plus en plus importante sur la terre et sur la main-d'oeuvre; car les autochtones cédant facilement leurs terres permettent la métamorphose des métayers et des salariés allochtones en planteurs, lesquels à leur tour engagent de la main-d'oeuvre. Ce cercle multiplicateur provoque simultanément le vieillissement et le manque d'entretien des plantations (qui ne peuvent s'étendre par suite de la pression foncière), la dégradation des sols (par suite des réductions drastiques de la durée des jachères), et par contrecoup la diminution des surfaces ensemençables.

Ces différents facteurs conjugués expliquent pourquoi le secteur vivrier est lui-même pris dans la logique marchande. Les petits planteurs autochtones vendent du riz

pour parer aux difficiles époques de soudure notamment à l'occasion de la rentrée scolaire, mais cette commercialisation n'étant pas le résultat nécessaire d'un surplus, ils doivent en racheter faute de réserves quelques mois plus tard. D'une manière générale l'achat de produits vivriers constitue à l'heure actuelle l'un des postes les plus importants des budgets familiaux : il équivaut aux dépenses en main-d'oeuvre et aux dépenses en frais scolaires.

*L'igname et l'économie de plantation en pays baule: un 'système culturel réactualisé'*

Du début du siècle à l'époque contemporaine, le secteur des productions vivrières se trouve confronté à une série de facteurs dont les plus essentiels sont : le degré et les formes de contrainte imposés par les "pouvoirs publics", le niveau de rémunération des différentes productions, le degré et les formes de compatibilité du secteur vivrier avec les productions agricoles d'exportation, enfin l'évolution de la division sociale interne du travail. Examinons les conséquences de cet ensemble de facteurs sur l'économie de subsistance baule, et en particulier sur les productions d'igname et de riz<sup>22</sup>.

La colonisation mit vingt ans à s'imposer face à la résistance armée des Baule (1891-1911). Durant cette période les cultures vivrières furent directement concernées par le versement des impôts et amendes en nature, et par les réquisitions de produits (riz, maïs, palmiste, arachide, igname, manioc et même tabac). Elles subirent de plus le contrecoup des corvées et prestations en travail et de la 'libération' partielle des esclaves. Les mesures coloniales restèrent cependant d'effet limité eu égard aux périodes suivantes : la majorité du pays n'était pas réellement occupé et échappait aux contraintes, l'Administration hésita à étendre le travail forcé et à lutter de front contre l'esclavage domestique de crainte d'un soulèvement général. Le système productif baule s'accommoda d'une situation de dualisme, combinant des relations avec le dispositif administratif et commercial des colons d'une part, et, d'autre part, l'expansion des échanges durant l'épisode samorien et les phases 'libérales' de la politique coloniale (1895-1908, 1903-1907). La production vivrière soutint l'auto-consommation et les livraisons obligatoires et intervint encore dans les échanges internes et extérieurs.

La principale rupture se produisit dans les activités non-vivrières : l'orpaillage disparaissait au profit de l'exploitation du caoutchouc puis de la noix de kola<sup>23</sup>, les échanges échappaient aux circuits antérieurs au profit du nouveau réseau "dyula"; seul le tissage et donc la culture du coton, se maintenaient assez bien. Il en ressort que l'économie de subsistance demeura désormais le principal secteur d'intervention coloniale. La pression la plus forte s'exerça sur la culture du riz (intégrée dans l'alimentation du personnel colonial européen et africain susceptible d'intéresser le marché métropolitain). Le résultat fut en réalité l'inverse de l'effet recherché. La production baule de riz s'effondra dans les zones de culture traditionnelle et ne se développa pas ailleurs. Cela pour plusieurs raisons; d'abord par une manoeuvre délibérée de résistance : les "sorciers et féticheurs" lancèrent à partir de 1905 une campagne d'interdits sur la culture du riz pour hâter le départ des envahisseurs. De plus, les exigences culturelles de sa production étaient plus lourdes que celles de la plupart des autres cultures vivrières et entraînaient une plus forte concentration des tâches dans le temps par rapport à la culture de l'igname. En outre, les Dyula

imposèrent un véritable monopole sur l'approvisionnement du secteur européen. Enfin, l'intervention coloniale sur le riz affecta la division sociale interne du travail : le riz concernait essentiellement la main-d'oeuvre féminine (comme la plupart des produits donnant lieu aux livraisons obligatoires les plus lourdes : maïs et arachide) et cette mesure provoqua un goulet d'étranglement qui s'ajoutait aux destructions militaires et à la perte d'autorité sur une fraction de la main-d'oeuvre captive. Il est possible que les femmes n'aient pu ou voulu accroître leur part dans le travail social, alors que les hommes s'avéraient de plus en plus impuissants à endiguer militairement l'entreprise coloniale. Une contre-épreuve peut être trouvée dans le développement simultané de la culture de l'arachide. Bien que soumise elle aussi à la réquisition administrative, elle donnait lieu, beaucoup plus que le riz, à des échanges internes et extérieurs (avec les Guro et les Anyi notamment) et à des formes autonomes de réalisation de la production. La substitution du caoutchouc et de la kola à l'or au sud et la préférence de l'arachide au riz dans les régions de savane caractérisent les stratégies paysannes dans cette situation de dualisme économique.

Cette situation se transforme radicalement durant la période suivante de 'mise en valeur' coloniale (1911-années 1920), après la répression massive des troupes d'occupation, entre 1909 et 1911, qui détruisirent récoltes et villages. Cette nouvelle phase se traduit par un cycle de famines (que les premiers administrateurs jugeaient auparavant inexistantes en pays baule) et d'épidémies. Plusieurs éléments affectèrent les cultures vivrières après les 'libérations' massives d'esclaves (au moins 10.000 en pays baule de 1902 à 1912) : le travail forcé se généralisa et s'intensifia avec les réquisitions au profit des colons 'privés'; les migrations se développèrent vers le sud et la Gold Coast; les transactions internes souffrirent du cours forcé de la monnaie française et du 'monopole dyula'. La main-d'oeuvre constituée par les femmes et les 'cadets sociaux' (esclaves, gagés, jeunes) s'en trouva profondément déstabilisée. Les procès de production furent en outre soumis directement à l'intervention coloniale sur le modèle du capitalisme d'Etat naissant : encadrement coercitif des producteurs, champs collectifs, imposition de techniques monoculturelles et de cultures non associées, distribution de semences d'espèces et de variétés nouvelles mal connues. L'ensemble aboutit à un déficit vivrier chronique.

La reconversion fut d'autant plus difficile que les cours du caoutchouc s'effondraient avec l'entrée de la production asiatique sur le marché mondial. Au nord du pays baule, la contrainte administrative en matière de production cotonnière (dont les 'champs du Commandant') eut les mêmes conséquences que sur la production du riz dans la période précédente : l'inverse du résultat poursuivi. La commercialisation sur le 'marché administratif' chuta, mais l'artisanat textile indigène resta actif car le coton cultivé 'traditionnellement' continuait à se négocier entre Baule à un prix plus rémunérateur. Les producteurs baule substituèrent au coton 'encadré' les cultures de maïs et d'arachide, réquisitionnées elles aussi, mais intégrées dans un circuit économique autochtone 'libre' (auto-consommation, échanges avec les Guro). Tandis qu'au sud le cacao gagnait peu à peu la faveur des Baule, comme la moins mauvaise des productions de traite, le nord se métamorphosa en un réservoir de main-d'oeuvre salariée et prestataire (notamment pour la construction du chemin de fer).

Les transformations différentielles du nord et du sud baule, les migrations féminines qui s'ajoutaient à l'exode des hommes, le monopole persistant des 'Dyula' sur les nouveaux circuits d'échanges dominés par la monnaie française mirent fin

définitivement au 'dualisme économique' précédent : les bases productives de l'économie baule, sans être entièrement déterminées par le 'secteur européen', ne bénéficiaient plus de formes autonomes et rémunératrices de réalisation de la valeur : les échanges de maïs et d'arachide avec l'ouest ravagé par les dernières opérations militaires coloniales (pays Guro et Dida), les tentatives de boycott des négociants dyula restèrent des efforts de reconversion marginaux. Au plus fort des réquisitions de guerre et du recrutement militaire, en 1918, éclata un mouvement de résistance à la fois prophétique et économique qui portait, de façon significative, sur la culture de l'igname. Les espèces d'igname noire et les animaux noirs devaient être détruits pour chasser les français. Le mouvement correspondait 'fonctionnellement' à une épizootie, venue du Soudan, et à la transformation des conditions de l'économie de subsistance : les espèces d'igname concernées faisaient l'objet des plus lourdes réquisitions et étaient de type forestier (alors que le sud du pays se reconvertissait, après la phase du caoutchouc, aux cultures pérennes : palmiste, kola, cacao); le mouvement des "ignames noires" (variété de *D. alata*) s'étendit d'ailleurs dans une partie du pays guro à l'ouest, en relation étroite avec l'extension du Harrisme (mouvement prophétique qui concerna peu le pays baule). Comme le riz après 1905 et le coton à partir de 1912, l'igname se révéla momentanément une arme économique de résistance, à partir du moment où l'Administration intervenait dans sa répartition et sa production.

Dans la période suivante, du milieu des années 1920 à l'abolition du travail forcé (1946-1947), l'intervention coloniale sur la production de subsistance se développa dans le sens, déjà annoncé précédemment, d'une 'monétarisation' du vivrier conçue comme un moyen de spécialiser les producteurs en fonction du marché métropolitain, dans le cadre d'une économie coloniale coercitive. Les réponses paysannes furent cependant différentes car se développait, à partir des incitations et des contraintes administratives, un secteur de plantations indigènes relativement autonome. Dans les zones préforestières et forestières du baule, le cacao et maintenant le café dominaient le système agricole, contribuant à y fixer la population autochtone et migrante, tandis que le coton restait trop peu rémunérateur dans le nord, et que l'arachide stagnait (Bouaké devenait une cité marchande de transit, coupée de son arrière-pays). Dans ce contexte, l'igname et le riz remplirent une fonction tout à fait différente. Tandis que le riz faisait l'objet des plus fortes pressions de la part de l'Administration (approvisionnement des centres et des travailleurs embauchés dans les 'grands travaux' mis en place pour lutter contre la crise des années 1930), la production d'igname s'établit en symbiose avec l'économie caféière et cacaoyère, finançant même son extension hors du cadre imposé des cultures collectives ou individuelles. Fortement touché par les migrations de longue durée ou saisonnières (le salariat agricole s'intensifiait), le nord Baule souffrait au contraire de la politique cotonnière et rizicole coloniales. 'L'effort de guerre' (Plan Sagot de livraisons obligatoires) ne fit qu'accroître les tentatives paysannes pour échapper aux contrôles et réquisitions administratives, avec création d'un marché parallèle interafricain où les prix du coton, du riz, de l'igname étaient plus avantageux. (La rémunération officielle du riz et du coton était particulièrement basse par rapport au café, au cacao et au tabac). Durant cette période le déséquilibre régional (forêt/savane) s'accrut en même temps que la différenciation sociale interne. Une couche de planteurs baule aisés se créa, à l'intérieur et à l'extérieur du pays baule, sur la base d'une utilisation de salariés agricoles baule, mais aussi voltaïques, depuis que l'Administration s'efforçait de détourner les migrations vers la Gold Coast au profit de

la Basse Côte d'Ivoire (le sud de la Haute-Volta fut intégré au territoire de la Côte d'Ivoire entre 1932 et 1947). Le remplacement du travail forcé par des prestations en numéraire profitèrent essentiellement à cette couche de 'koulaks', souvent liés à l'Administration.

Les années 1946-1947 marquèrent un tournant dans la politique d'intervention coloniale : face à l'opposition croissante au travail forcé, les Autorités tranchèrent en faveur d'un marché et d'une production agricoles libres : la production paysanne de masse de cacao et, de plus en plus, de café fut jugée finalement plus rentable pour la métropole qu'une répartition autoritaire de la force de travail au profit des "colons" (qui se tournaient plutôt maintenant vers l'exploitation du bois, de l'ananas, de la banane-fruit). La recherche des spéculations les plus rentables détermina un effondrement des productions de coton et de riz, malgré l'action de la Compagnie Française pour le Développement du Textile (C.F.D.T.) et l'introduction du riz de marais, essentiellement pratiqué par les migrants originaires du nord. Par contre, la production des tubercules (dont l'igname) se développa : en association avec la création et l'agrandissement des plantations dans les régions forestières du sud baule, et avec la commercialisation croissante des vivriers pour approvisionner Bouaké et les centres semi-urbains dans le nord.

La spécialisation écologique des productions au sein du pays baule a conservé, après plus de quatre vingts ans, une apparence de similitude avec celle qui prévalait vers 1890. Le nord du pays abrite la production alimentaire la plus diversifiée ('persistance' du riz pluvial et présence aujourd'hui de la riziculture irriguée) et connaît une importante commercialisation d'igname, de maïs, de manioc et même de banane plantain. Malgré l'existence d'une petite production caféière, les cultures pérennes ne s'y sont pas développées pour des raisons bioclimatiques évidentes, et c'est le coton qui continue à jouer, comme à la fin du siècle dernier, le rôle de culture d'exportation<sup>24</sup>. Le sud et l'ouest, auparavant spécialisés dans l'exploitation aurifère et, pour l'extrême sud, le négoce, sont maintenant entièrement dominés par les cultures de café et de cacao. Si l'on en croit Rougerie (1975), il y aurait une certaine continuité dans l'évolution différentielle du système agricole (les cultures pérennes trouvant naturellement leur place dans un système de production historiquement marqué par l'écologie forestière), système que l'auteur caractérise par un comportement de 'pré-plantiers'. C'est là en effet que se développèrent précocément le caoutchouc, l'exploitation des kolatiers, enfin les cultures pérennes de café et de cacao. On rejoindrait ainsi la problématique géographique qui oppose volontiers les 'vrais paysans' de la savane aux planteurs forestiers—soupçonnés de se livrer plus à la cueillette qu'à une exploitation agricole rationnelle, même si leurs moyens financiers les rapproche des 'capitalistes ruraux' de P. Hill (1963).

Cette apparente continuité dans la spécialisation régionale recouvre en réalité des bouleversements profonds et surtout interdit d'analyser séparément l'évolution du nord et du sud : pour une part importante, sinon pour la majorité des cas, les 'plantiers du sud' sont originaires du nord et du centre baule. Il en est de même des planteurs migrants installés à l'ouest du Bandama. De plus, une part encore plus forte du travail salarié est assurée par les migrants du nord. Enfin, aux Baule, s'ajoutent de nombreux planteurs et salariés malinke, senufo, maliens, guinéens et voltaïques, sans compter les ressortissants guro ou bete installés dans les marches forestières du baule-sud pour fuir le travail forcé avant 1947. La composition sociale des planteurs et de leur main-

d'oeuvre interdit d'attribuer au déterminisme socio-culturel le paysage agricole actuel du pays baule. A quelques nuances près, tous ces planteurs participent d'un *système extensif* des techniques culturales. La cause n'en est pas l'héritage légué par un passé de chasseurs—agriculteurs—orpaillers, mais l'efficacité de ce système si on rapporte le rendement non à la surface exploitée, mais au travail effectué (Pelissier 1979), et dans lequel la culture de l'igname trouva naturellement sa place.

Quant au déterminisme écologique, si l'on ne peut nier les contraintes que le milieu impose à l'aménagement des productions, il n'empêche nullement l'existence de stratégies paysannes qui sont, elles, fonction des facteurs sociaux et politiques dénombrés plus haut.

#### CONCLUSION: LE RIZ, L'IGNAME ET L'ETAT

Opposer, comme on le fait trop souvent, la civilisation du riz à celle de l'igname dans les termes d'un clivage traditionnel où culturel, c'est d'une part s'interdire de repérer les facteurs et les processus socio-économiques qui, depuis la colonisation, ont conduit à une telle spécialisation régionale—rappelons que le riz s'est harmonieusement intégré à l'économie de plantation à l'ouest du Bandama, et qu'à l'est de ce fleuve l'igname a rempli un rôle sensiblement identique dans l'économie de plantation du pays Baule, donnant par là même plus de poids aux références culturelles auxquelles cette tubercule est traditionnellement attachée—d'autre part c'est éluder la question cruciale du rôle différenciel joué par ces deux produits dans la politique ivoirienne de développement. En effet, riz et igname, malgré leur importance ou leur valorisation régionale, présentent aux yeux des responsables nationaux un intérêt tout à fait inégal. Cette inégalité tient d'abord au caractère intrinsèque de ces deux denrées et aux techniques culturales qui leur sont afférentes.

L'igname se signale avantagement pour sa productivité élevée et par sa résistance aux aléas climatiques; elle offre toutefois de sérieux inconvénients tant au niveau du stockage qu'à celui de la commercialisation. En outre, son haut rendement a pour contrepartie un investissement important en travail qui ne peut être réduit par des procédés de mécanisation. On peut donc d'ores et déjà affirmer que tout contrôle de ce produit par une autorité étatique est malaisé.

Avec le riz il en va par contre tout autrement. Si la productivité de cette céréale est dans l'ensemble assez faible (de l'ordre de 600 à 800 Kg/ha), l'aval de la production, c'est-à-dire le décortiquage, le stockage et le transport, offre en revanche de sérieux avantages; à la différence de l'igname le riz se prête donc facilement à une rationalisation technicienne. Mieux encore, dans sa version irriguée (telle que nous la décrirons plus loin), il donne la possibilité de contrôler et d'encadrer l'ensemble du procès de production. En conséquence le riz constitue l'aliment idéal ou adéquat pour une consommation de masse, notamment pour faire face à une demande urbaine croissante.

C'est pourquoi, dès les premières années de l'Indépendance, le gouvernement ivoiren plaçant l'auto-suffisance alimentaire comme l'un des objectifs prioritaires de sa stratégie de développement, lance une campagne nationale en faveur de la riziculture ('croisade du riz' en 1965). A cet égard, précisons deux points :

—d'une part, cette stratégie n'a rien de très original par rapport à la période coloniale

(on a vu qu'à l'ouest du Bandama le riz pluvial s'était parfaitement intégré à l'économie de plantation).

—d'autre part, malgré l'importance prise par la riziculture dans bon nombre de régions ivoiriennes (ouest et nord-ouest principalement), le pays est importateur de paddy. Les importations ne cesseront d'augmenter avec le développement des centres urbains et surtout avec la croissance spectaculaire d'Abidjan; en 1970, alors qu'elle produit à peu près 300.000 tonnes par an, la Côte d'Ivoire doit acheter 100.000 tonnes supplémentaires. Une telle charge compromettant l'équilibre de la balance des paiements, on comprend assez bien la volonté politique 'd'auto-centrer' la production rizicole nationale.

En 1965, la campagne lancée par le gouvernement ne rencontre guère de succès; à cette époque il s'agissait déjà d'introduire la riziculture irriguée dans les bas-fonds de la zone forestière. Cette innovation agricole est censée augmenter la productivité, mais aussi transformer d'une façon radicale le mode de production rizicole en doublant l'investissement en travail par rapport au riz pluvial (240 jours contre 120 jours par an); ceux qui répondent favorablement au développement de la riziculture irriguée sont presque toujours des originaires du nord (Malinke, Senufo, Maliens, Voltaïques), à savoir des allochtones installés en zone forestière et intégrés comme salariés, métayers ou exploitants aux différentes économies de plantations locales (à l'est ou à l'ouest du Bandama). Dans leur ensemble les autochtones ne sont pas intéressés par ce développement. Si l'on prend l'exemple du seul pays baule, l'igname conserve de très loin la faveur du paysannat. Pour expliquer un tel conservatisme on ne peut simplement invoquer la tradition, c'est-à-dire le savoir-faire accumulé et les habitudes alimentaires; l'igname par rapport au mode de production rizicole proposé par l'Etat représente un secteur autonome où, de concert avec les cultures pérennes, les planteurs ont depuis plusieurs décennies progressivement élaboré un système socio-économique original. Par ailleurs l'igname est commercialisée sur un marché libre de toute intervention étatique. A l'opposé, la commercialisation du riz se caractérise depuis l'époque coloniale par un marché administratif plus ou moins contraignant (prix fixé), sur lequel s'articule un circuit dyula au taux plus rémunérateur mais de type monopolistique.

En 1971, le gouvernement ivoirien décide de relancer sa croisade rizicole; pour ce faire il crée une nouvelle société nationale de développement; la SODERIZ. Le projet a une toute autre envergure que celui de 1965; financé par plusieurs bailleurs de fonds internationaux, il doit en principe mobiliser toutes les régions représentatives de la Côte d'Ivoire, c'est-à-dire aussi bien les zones de savane que les zones de forêt. Comme en 1965, ce projet repose sur la riziculture irriguée; une telle innovation satisfait à la fois les financiers et les autorités ivoiriennes, puisque d'une part elle permet l'achat de matériels et de produits sophistiqués (aménagements hydrauliques, constructions d'usines de décortiquage, engrais, insecticides, etc . . . ), d'autre part elle est censée transformer radicalement le mode de production rizicole : par l'irrigation on passe en effet à des rendements de 3 à 4 tonnes l'hectare.

Parmi toutes les régions sollicitées par le projet, la zone ouest forestière (et notamment le Centre-ouest) est celle sur laquelle le gouvernement et la SODERIZ fondent leurs principales espérances. A cela plusieurs raisons; d'abord il n'existe pas dans cette zone la concurrence de l'igname, au profit de la riziculture pluviale qui semble être un bon tremplin pour le mode irrigué. Ensuite la zone est parsemée de très



nombreux bas-fonds (site idéal pour l'aménagement hydraulique). Enfin, le riz irrigué peut s'y développer en culture semestrielle et ainsi bouleverser les rendements locaux (600 à 800 Kg/an en riz pluvial contre 6 à 8 tonnes en riz irrigué).

Curieusement, comme en pays baule quelques années plus tôt, les bas-fonds rizicoles (aménagés par les soins de la SODERIZ) n'attirent que des volontaires allogènes (malinke, senufo, voltaïques) et les populations autochtones, particulièrement les Bete, ne semblent guère enclins à jouer le jeu de l'intensification. Malgré la promesse de revenus élevés, ils préfèrent ne pas compromettre l'intégration du riz pluvial à leur économie de plantation. Devant ces difficultés ou cette indifférence, le gouvernement décide d'augmenter d'une manière spectaculaire le prix du kilo de paddy offert au producteur : en 1974 il passe de 35 à 70 CFA. Cette décision va déclencher deux phénomènes inattendus. Le premier, c'est la ruée autochtone vers les bas-fonds nouvellement aménagés. Mais bien loin d'être le signe d'un volontariat massif, elle traduit une volonté ou plutôt une stratégie d'intégrer la riziculture irriguée dans le système global de l'économie de plantation; il s'agit notamment d'introduire sur les bas-fonds toutes les formes de faire-valoir et d'utilisation de la main-d'oeuvre qui prévalent au sein de cette économie (métayage, salariat, contrats, etc . . . ); parfois même, il s'agit de se réapproprié l'espace foncier pour pouvoir éventuellement l'aliéner; ainsi en quelques mois la logique interventionniste de l'Etat est débordée et détournée par une logique sociale composée de stratégies collectives et privées.

Le second phénomène est d'ordre commercial; profitant opportunément de l'augmentation drastique du prix du paddy, une masse importante de paysans vend directement ou indirectement du riz pluvial à la SODERIZ. En effet par le prix proposé elle brise la concurrence des commerçants privés et draine vers elle une bonne partie de la production rizicole habituelle. Bref, la société de développement devient une vaste centrale d'achat; ses magasins sont saturés, et à l'euphorie succède très rapidement une crise sans précédent; non seulement l'organisme rizicole devient déficitaire, et ne parvient plus à acheter le riz, y compris le riz irrigué, mais il se heurte surtout aux lobbies des grossistes qui contrôlent entièrement le circuit de la distribution; ceux-ci, décidés à mettre un terme aux empiètements de la SODERIZ, ne lui rachètent pas ses stocks de riz accumulés; s'en suit donc une véritable pénurie sur le marché de la consommation et bien sûr une flambée des prix.

Quelques temps après, la SODERIZ est dissoute; et mis à part quelques bas-fonds encore en production, l'expérience d'une riziculture nationale intensive est abandonnée. Il nous semble qu'un tel échec montre toutes les difficultés et toute l'incohérence des tentatives de politique vivrière. Alors que le secteur vivrier est totalement intégré à des systèmes locaux d'économie marchande, l'Etat en intervenant d'une manière sectorielle sur le riz ne peut que laisser déborder ses tentatives de développement par la logique particulière de ces systèmes, et par les stratégies des différents agents économiques (planteurs, commerçants, grossistes, etc . . . ), sans pour autant résoudre les problèmes de l'auto-suffisance alimentaire.

#### NOTES

<sup>1</sup> Les 'civilisations du grenier' au nord, fondées sur la céréaliculture, privilégiaient le mil et le sorgho plutôt que le riz.

<sup>2</sup> Les deux autres étant usuellement nommées 'Bete de Daloa' et 'Bete de Gagnoa'.

<sup>3</sup> Pour la notion 'd'espace partagé', voir Dozon (à paraître).

<sup>4</sup> Il existe d'ailleurs un système de correspondance entre les matriclans bete, gbã et dida. Voir Chauveau et Richard (à paraître), Dozon (à paraître), et Terray (1969).

<sup>5</sup> Les noix de kola les plus prisées étaient celles de Daloa au nord du pays bete : elles se conservaient un an; celles du sud du pays bete ne se conservaient qu'un mois et celles du pays guro deux mois. (Chevalier et Perrot 1911).

<sup>6</sup> Voir en particulier M. et P. Etienne (1964). Sur la diversité interne au pays baule, voir aussi Weiskel (1976) et Chauveau (1980).

<sup>7</sup> Les limites de cet article imposent des raccourcis sur des domaines essentiels de l'information. Nous renvoyons aux textes de P. et M. Etienne, Weiskel, Salvete-Marmier et Chauveau cités en bibliographie. Contrairement aux Guro et aux Bete, les Baule semblent avoir peu développé l'exportation de la noix de kola vers le Soudan.

<sup>8</sup> Notamment : Delafosse (1899), Betsellere (1904), Nebout (1898), de Blainville (1902).

<sup>9</sup> Les traditions dominantes évoquent une forte hiérarchie politique au profit du Walebo au début de XVIIIème siècle (Implantation de la dernière grande migration originaire de l'actuel Ghana). Les principaux autres groupes baule auraient progressivement acquis leur autonomie soit en contestant cette hiérarchie, soit en colonisant de nouveaux territoires à l'est du Nzi et à la confluence du Nzi et du Bandama.

<sup>10</sup> Malgré l'émigration beaucoup plus importante qui touche les zones de savane par rapport aux régions forestières de l'ouest, du sud et de l'est. En 1975, la densité moyenne variait de 15 à 30 habitants au kilomètre carré selon les sous-préfectures.

<sup>11</sup> Les Baule n'extrayaient pas le fer. Les forgerons n'étaient pas castés.

<sup>12</sup> Dans la région de Kokumbo, la population villageoise autochtone est actuellement composée pour 40 à 50% de descendants d'esclaves.

<sup>13</sup> Pour opposer, par analogie à la typologie de la parenté de Levi-Strauss, structures 'simples' et 'complexes' de la socialisation de la production.

<sup>14</sup> Il existait une opposition symbolique entre culture du riz et extraction aurifère. Communication orale de Ute Luig. La distinction faite entre igname de forêt et igname de savane correspond grossièrement à des diffusions préférentielles. C'est ainsi que l'on trouve plutôt en forêt des variétés à cycle long dites *Dioscorea alata*, et en savane des variétés précoces dites *Dioscorea cayenensis*.

<sup>15</sup> La notion 'd'exportation' est approximative car elle implique la constitution d'un espace politico-géographique strictement délimité entre Baule et peuples voisins ce qui n'était pas le cas.

<sup>16</sup> Voir par exemple Launay (1978).

<sup>17</sup> L'héritage de l'*adja* (trésor familial) et des chefferies implique souvent des individus n'appartenant pas à la même unité résidentielle (quartiers, villages, fractions territorialisées de sous-groupes). Le système de parenté inclut en réalité des relations de dépendance extra-familiale et le groupe familial se constitue non sur la base d'une filiation lignagère mais sur le mode d'une affiliation de dépendants à partir d'un notable-leader.

<sup>18</sup> Et de poser le problème des 'enclaves rizicoles' côtières à l'est du Bandama, comme Axim et Ahanta au XVIIIème siècle (Dickson 1971 : 79) et les Esuma au XXème siècle (Rougerie 1957 : 83).

<sup>19</sup> A cette époque la kola était vendue contre paiement monétaire aux colporteurs dyula.

<sup>20</sup> L'Administration coloniale nommait les Dyula 'l'avant-garde économique du progrès'.

<sup>21</sup> A cet égard il faudrait faire l'étude de l'idéologie des agronomes en montrant les procédures de déqualification des produits locaux et d'imposition des denrées connues et intégrées sur le marché mondial.

<sup>22</sup> Nous désignons par 'économie de subsistance' le secteur de production des produits alimentaires, sans préjuger de la forme de réalisation de la valeur ainsi produite. L'économie de subsistance ne s'oppose pas, ainsi entendue, à 'l'économie d'échanges' et à 'l'économie monétaire'. Pour l'analyse des interventions coloniales et du système agricole baule moderne, voir en particulier : Weiskel (1979). Chauveau (1980), Wurtz (1971), Visser (1977), Ministère du Plan de Côte d'Ivoire (1962-1964), Miège (1951), Lassailly (1979), Blanc-Pamard (1979), Ancy Chevassu et Michotte (1974).

<sup>23</sup> Cette substitution n'est pas seulement le produit de l'intervention administrative directe : le prix offert dans les comptoirs pour la poudre d'or rendait le cours du caoutchouc plus rémunérateur aux yeux des Baule.

<sup>24</sup> De la même façon dans la zone de contact guro-malinke, les stratégies paysannes sont d'autant plus visibles que l'éventail de choix semble plus ouvert : ainsi se télescopent plusieurs options de politique agricole symbolisées par la rivalité des sociétés d'intervention. L'accent peut tantôt être mis sur une vocation vivrière, tantôt sur les cultures d'exportation; mais dans ce dernier registre le coton pratiqué en culture pure entre en concurrence avec le vivrier et le café a une production trop aléatoire. Face à cette incécision les communautés villageoises semblent réagir en fonction d'intérêts immédiats déterminés par des rentes de situation par rapport aux pôles de consommation ou de conditionnement des productions : ainsi se créent des ceintures vivrières autour des centres urbains, des ensemencements cotonniers autour d'usines d'égrenage, des cafèraies à proximité de circuits organisés de collectes.

<sup>25</sup> L'analyse suivante n'est applicable qu'à la période antérieure à la réorientation en cours de la politique de l'Etat dans le domaine agricole. Entamée à partir de 1979, celle-ci se caractérise par un abandon de l'intervention sectorielle ou par produit au profit d'un 'schéma d'aménagement régional intégré'.

## REFERENCES

## I-OUVRAGES ET ARTICLES :

- Ancy, G., Chevassu, J., Michotte, J., 1974 *L'économie de l'espace rural de la région de Bouaké*. ORSTOM, Travaux et Documents n°38.
- Avenard, J.M., Eldin, M., Girard, G. et al, 1971 *Le milieu naturel de la Côte d'Ivoire*. Paris: Mémoires ORSTOM, n°50.
- Bernardet, Ph., 1980 *Contribution à l'étude du procès de travail agricole des sociétés traditionnelles d'Afrique Noire*. Paris, Thèse de doctorat de 3ème cycle, E.H.E.S.S.—Paris, 2 tomes, multigr.
- Blanc-Pamard, Ch., 1979 *Un jeu écologique différentiel : les communautés rurales du contact forêt-savane au fond du "V Baule" (Côte d'Ivoire)*. Travaux et Documents de l'ORSTOM, n°107,
- Chauveau, J.P., 1977 'Société baule et modèle segmentaire. Le cas de la région de Kokumbo'. *Cahiers d'Etudes Africaines*, 68, XVII—4.
- 1978 'Contribution à la géographie historique de l'or en pays baule, Côte d'Ivoire'. *Journal des Africanistes*, 48,1 : 15-70.
- 1980 'Agricultural Production and Social Formation : the Baule Region of Toumodi-Kokumbo in Historical Perspective', in M. A. Klein (ed.), *Peasants in Africa. Historical and Contemporary Perspectives*. Beverly Hills : Sage Publications : 143-176.
- Chauveau, J.P., et Richard, J., (à paraître) *Bodiba en Côte d'Ivoire. Du terroir à l'Etat*. Travaux et Documents de l'ORSTOM.
- 1977 'Une périphérie recentrée : A propos d'un système local d'économie de plantation en Côte d'Ivoire'. *Cahiers d'Etudes Africaines*, 68, XVII—4 : 485-523.
- Chevalier, A. et Perrot, M. 1911 *Les kolatiers et les noix de kola*. Paris: Challamel.
- Delafosse, M. 1899 Renseignements économiques. Extraits d'un rapport de M. Delafosse, administrateur du Baule, Toumodi. *Journal Officiel de la Côte d'Ivoire*, 1er août 1899. p. 3-5.
- Deluz, A. 1970 *Organisation sociale et tradition orale, les Guro de Côte d'Ivoire*. Paris : Mouton.
- Dickson, K.B., 1969 *A Historical Geography of Ghana*. London: Cambridge University Press.
- Dozon, J.P., 1975 *La problématique rizicole dans la région de Gagnoa*. Abidjan: ORSTOM—SODERIZ, multigr.
- à paraître *Ethnicité et Histoire. Métamorphoses et productions sociales chez les Bete de Côte d'Ivoire*.
- Etienne, M. et P., 1964 'L'organisation sociale des Baule'. In Ministère du Plan, 1962-1964, tome *Peuplement*.
- Etienne, P., 1967 'Le fait villageois Baule'. In *Communautés rurales et paysanneries tropicales*, Travaux et Documents de l'ORSTOM, n°53. Paris : Office de la Recherche Scientifique et Technique Outre-Mer.
- Etienne, M., 1977 'Women and Men, Cloth and Colonization : The Transformation of Production—Distribution Relations among the Baule (Ivory Coast)'. *Cahiers d'Etudes Africaines*, 65, XVII—I : 41-64.
- Forde, D., 1970 *Habitat, Economy and Society*. London: Methuen,
- Fréchou, H., 1955 'Les planteurs européens en Côte d'Ivoire. *Les Cahiers d'Outre-Mer*, VII : 56-83.
- Hill, P., 1963 *The Migrant Cocoa-Farmers of Southern Ghana*. London : C.U.P.
- Hopkins. A.G., 1973 *An Economic History of West Africa*. London : Longman.
- Horton, R., 1971 'Stateless Societies in the History of West Africa' in J.F.A. Ajayi and M. Crowder (eds.), *History of West Africa* vol. 1. London: Longmans, 79-119.
- Köbben. A., 1956 'Le planteur noir'. *Etudes Eburnéennes*, I.F.A.N, V : 7-190.

- Lassailly, V., 1979 *Espace utile et transfert de population en amont du barrage de Kossou*. Mémoires et Documents du C.N.R.S.
- Launay, R., 1978 'Transactional Spheres and Inter-Societal Exchange in Ivory Coast'. *Cahiers d'Etudes Africaines*, 72, XVIII-4 ; 561-573.
- Maquet, J., 1962 *Les Civilisations noires*. Lausanne : Marabout Université
- Meillassoux, Cl., 1964 *Anthropologie économique des Guro de Côte d'Ivoire*. Paris : Mouton.
- 1971 'Introduction', in Cl. Meillassoux (ed.), *L'évolution du commerce en Afrique de l'Ouest*. London: Oxford University Press for the International African Institute, 3-86.
- 1975 *Femmes, greniers, capitaux*. Paris: Maspero,
- Miège, J., 1951 'L'agriculture baule'. In *Compte rendu de la Première Conférence internationale des Africanistes de l'Ouest*, t II, Dakar, IFAN.
- 1954 'Les cultures vivrières en Afrique en Afrique Occidentale'. *Les Cahiers d'Outre-Mer*, VII, 1954, 25-50.
- Ministère du Plan de Côte d'Ivoire, 1962-1964 *Etude Régionale de Bouake*, 4 tomes, 11 documents.
- Ministère du Plan de Côte d'Ivoire, Office de la Recherche Scientifique Outre-Mer, Université d'Abidjan, 1971 *Atlas de Côte d'Ivoire*, Planches B.2a: Groupes culturels et ethniques, C.1 a : cultures vivrières de base.
- Morton-Williams, P., 1969 'The Influence of Habitat and Trade on the Politics of Oyo and Ashanti', in M. Douglas and P. Kaberry (eds.). *Man in Africa*. London: Tavistock Press, 79-98.
- Pélissier, P., 1979 'Le paysan et le technicien : quelques aspects d'un difficile face-à-face'. *Maîtrise de l'Espace agraire et développement en Afrique tropicale*, Actes du Colloque de Ouagadougou, 1978, Paris, ORSTOM—Centre National de la Recherche Scientifique et Technologique de la Haute-Volta.
- Person, Y., 1968 et 1969 *Samori. Une révolution dyula*. Dakar: Institut Fondamental d'Afrique Noire, tomes I et II.
- Portères, R., 1935 'Notes sur la riziculture indigène Nord-Ouest forestier de la Côte d'Ivoire'. *Bulletin du Comité d'Etudes Historiques et Scientifiques de l'AOF*, 18 (1), 92-127.
- 1951 'Géographie alimentaire, berceaux agricoles et migration des plantes cultivées en Afrique intertropicale', in *C.R. Société de biogéographie* : 16-21.
- Portères, R. et Barrau, J., 1980 'Debuts, développement et expansion des techniques agricoles', in *Histoire générale de l'Afrique*. UNESCO, tome I : 725-744.
- Raulin, H., 1957 *Problèmes fonciers dans les régions de Daloa et Gagnoa*. ORSTOM, Mission d'études des groupements immigrés en Côte d'Ivoire, fascicule 3.
- Rey, P.-P., 1980 *Les concepts de l'anthropologie économique marxiste. Critique et mise à l'épreuve*. Thèse d'Etat. Paris, Univ. R. Descartes, 2 tomes.
- Richard, J., 1972 *Le contact forêt-savane dans le Centre-Ouest ivoirien (Seguela-Vavoua). Aspects et significations*. Abidjan, ORSTOM, "Sciences humaines", vol. V, n°6, multigr.
- Richard L., 1969 *Le commerce dans la région de Vavoua*. Institut de géographie de Paris, multigr.
- Rougerie, G., 1957 'Les pays agni du Sud-Est de la Côte d'Ivoire forestière'. *Etudes Eburnéennes*, 7 : 7-213.
- Sahlins, M., 1972 *Age de pierre, âge d'abondance*. Paris: Gallimard.
- Salverte-Marmier, P. et M.A. de, 1962-1964 'Les étapes du peuplement', in Ministère du Plan 1962-1964, *op. cit.* tome I.
- Schnell, R. 1957 *Plantes alimentaires et vie agricole de l'Afrique Noire*. Paris: Larose.
- Tauxier, L., 1924 *Nègres Gouro et Gagou*. Paris: Geuthner.
- Terray, E., 1969 'Organisation sociale des Dida de Côte d'Ivoire'. *Annales de l'Université d'Abidjan*, F, 1.2, Ethnosociologie.
- Visser, E.L., 1977 'L'igname, bonne à manger et à penser. Quelques aspects de l'agriculture ahouan (Côte d'Ivoire)'. *Cahier d'Etudes Africaines*, 68, XVIII-4 : 525-544.
- Weiskel, T.C., 1976a 'L'histoire socio-économique des peuples baule : problèmes et perspectives de recherche'. *Cahiers d'Etudes Africaines*, 61-62, XVI (1-2): 357-395.
- 1976b *French Colonial Rule and the Baule Peoples : Resistance and Collaboration, 1889-1911*. Oxford University, Ph. D. Thesis.

- 1979 'Labor in the Emergent Periphery : From Slavery to Migrant Labor among the Baule Peoples, c. 1880-1925', in W. Goldfrank (ed.) *The Capitalist World-System : Past and Present*. Beverly Hills: Sage Publications, 207-233.
- Wondji, C., 1972 'Commerce du cola et marchés précoloniaux dans la région de Daloa'. *Annales de l'Université d'Abidjan*, Série I, tome I : 33-61.
- Wurtz, J., 1971 *Adiamprikofikro-Douakoukro (Côte d'Ivoire)*. Paris: Mouton.

## II—DOCUMENTS D'ARCHIVES :

Abréviations :

ANRS—Archives Nationales de la République de Sénégal (Dakar).

AFOM—Archives de la France d'Outre-Mer (Paris).

ANCI—Archives Nationales de Côte d'Ivoire (Abidjan).

Anonyme, 1911-1914 'Rapport d'ensemble politique, administratif et militaire du secteur Tshien', *ANCI*, X.35-22.

Anonyme, 1913 'Rapport sur la captivité', *ANCI*, X. 13.250.

Anonyme, 1913-1914 'Circulaires et notes de Service Secteur d'Oume', *ANCI*, 1EE, 179.

Anonyme, 1957 Cercle de Dimbokro. Subdivision de Toumodi. Rapport économique 1957, ANRS, 2 G 57-77.

Betsellere, Chef de bataillon 1904 'Renseignements sur le Cercle du Baoule', *ANCI*, "Monographies Dimbokro".

Blainville de 1902 'Réponse au questionnaire économique adressé aux Commandants du Cercle de Baoulé', *AFOM*, Côte d'Ivoire, IV, 3, b.

Kair 1919 'Mission d'inspection en Côte d'Ivoire', *ANRS*, 4 G 29.

Kovame Guie (s.d.) *Monographie de Sakassou*, Ecole Normale William Ponty, Sebikhotane, Sénégal (Manuscrit) Archives IFAN.

Nebout, A., 1898 'Response au questionnaire économique du gouvernement de Côte d'Ivoire, Toumodi', 2-1-1898, *ANCI*, XIO-43-434.

Noiré (Commandant) et Bourcelot (Capitaine) 1913-1914 Monographie du Cercle du Haut-Sassandra et du secteur Tshien, *ANRS*, I.G. 345.

### Summary

## The changing fortunes of rice and yam: the case of the Central Ivory Coast

One main pattern emerges quite spontaneously from the overall distribution of food crops in the Ivory Coast, reflecting as it were a major trend rich in references to the past. The Bandama River is a natural border which divides the country into yam farmers to the east and rice growers to the west. The opposition between these crops is all the more pronounced as it is related to a second distinction between one type of society resting on a more or less centralized political framework and another type of social organization based only on residential units and kin groups. The authors take a historical approach based on case studies involving the peoples of the Central Ivory Coast (Baule, Gba, Bete, Guro, Malinke) and question this representation in an attempt to demonstrate that the traditional opposition between two 'civilisations' is only a way of projecting the present or recent situation.

First they show, through a brief inventory, that such a division did not really exist before colonization and that the whole range of food crops among the peoples of the Central Ivory Coast is not solely dependant on geographical, cultural and socio-political determinants but on systems of relationships which fluctuate with historical processes or circumstances (migratory movements, exchange networks, regional complementarity).

The authors then proceed to show that with the advent of colonization, food crop policies were implemented and integrated into a wider context of trade economies based on exports

(plantation economies) and led to regional specialization according to farmer responses (rice in the west, yam in the east).

Finally, they show the disparity in the policies adopted by the Ivory Coast authorities regarding rice and yam. In view of the necessity for self-sufficiency in food, rice assumes a major role since it can be channelled towards an intensive mode of production: as a result, yam is relegated into a sphere which has little government control.